

CAHIER **B**

REGARD SUR L'ACTUALITÉ

Dimanche-Matin

LIVRAISON A DOMICILE
839-4659

Les relations se tendent entre "durs" et "modérés"

◆ La fin de la récréation approche au Parti québécois. Les deux clans sont sur leurs positions; les relations deviennent de plus en plus tendues entre les "durs" et les "modérés" du gouvernement; certains éprouvent même une sorte de mépris non voilé pour leurs collègues ministres ou députés qui se sont campés dans une position différente de la leur, sur l'accession à la souveraineté.

torale sur un tel programme ne constituerait pas un recul pour le peuple québécois. Le Parti québécois a par ailleurs, dit-il, la responsabilité de lui offrir un programme qui va plus loin que ce qu'ont proposé les Lesage, Johnson et Bourassa. Le PQ se situerait en deçà s'il ne réclamait "qu'un vague accroissement des pouvoirs du Québec et un hypothétique renforcement de l'Etat québécois".

député Gilles Baril: la conception de la souveraineté prônée par le Parti québécois jusqu'au référendum, en somme, une vieille conception qu'on refuse d'actualiser.

Les "modérés" se réclament d'un virage nécessaire pour le PQ de 1984, en repoussant les accusations de céder à leur appétit du pouvoir et de subordonner la raison d'être même du PQ — la souveraineté — à leur ambition de gagner les prochaines élections. Ce pour quoi, ils seraient prêts à tous les compromis, voir à tous les asservissements, les accusent les "durs".

Leur problème est que ni M. Johnson, ni aucun de ceux qui partagent son approche n'ont réussi à articuler de façon cohérente sur la place publique ce que devrait dire le préambule et l'article 1 du programme du Parti québécois. Tout ce que l'on sait, c'est qu'il faudrait les réécrire en évitant toute formulation qui puisse signifier, de quelque façon, que les élections de 1985 porteront sur la souveraineté.

Agapes déconcertantes

Les agapes de mardi pour souligner l'ouverture de la délégation du Québec à Ottawa ont déconcerté certains députés du Parti québécois qui ne s'y comprennent plus dans les amours de leur gouvernement et de celui de Brian Mulroney à Ottawa. Mardi, au moins huit ministres fédéraux ont répondu à l'invitation du gouvernement du Québec d'assister à cette réception. "Ça va pour certains pas de danse avec les fédéraux, disait un député, hier, mais certaines danses sont lascives", jetait-il, mécontent. Un de ses collègues glissait que des blagues circulent au caucus des députés péquistes: on s'enquiert au début des réunions de l'aire parlementaire si les représentants d'Ottawa sont arrivés pour qu'on puisse commencer. D'autre proposent ironiquement des échanges de députés avec les conservateurs, sur la formule des échanges d'étudiants.

Rien ne permet d'assurer aux membres du PQ que ce parti remporterait les élections avec un pareil programme, convient M. Laurin. Mais il a en quelque sorte le devoir de l'offrir au Québécois, face à ce qu'il est comme formation politique, face à sa mission. "De toute façon, analyse le ministre des Affaires sociales, si le peuple a à choisir entre un Parti québécois, récemment converti au néofédéralisme et un véritable parti fédéraliste, il optera sûrement pour l'authenticité et choisira le Parti libéral, aidé en cela par celui-ci qui nous taxera d'opportunisme, d'hypocrisie et de crypto-séparatisme."

M. Laurin se montre lui aussi très sévère pour les membres de son propre parti qui ne partagent pas ses vues, advenant que le premier ministre tranche dans le sens des "modérés" de M. Pierre-Marc Johnson. "La seule autre solution s'appelle stagnation et recul, conclut M. Laurin. Le peuple québécois ne saurait s'en satisfaire et il devrait donc la refuser."

Les Québécois devraient donc punir le PQ, s'il trahit son objectif de souveraineté, écrit en somme M. Laurin et ne pas le réélire.

Le virage

M. Laurin est celui des ministres associés à cette tendance qui a été le plus explicite, le plus clair jusqu'à maintenant. La position qu'il défend est en même temps très conservatrice à l'intérieur du PQ. "C'est le débat d'une autre génération", pour le jeune

J-Jacques SAMSON

À QUÉBEC



Le premier ministre Lévesque a indiqué hier que le débat qui devait s'étirer jusqu'à Noël serait conclu — on pourrait ajouter pour le meilleur ou pour le pire pour le Parti québécois — dans les prochains jours. L'exécutif national du PQ se réunit lundi soir à Montréal. On peut penser qu'on y tirera la ligne maintenant que les ministres dont on attendait des éléments de réflexion majeurs se sont prononcés.

Un membre du "groupe des 12" qui publiait, samedi, sa profession de foi souverainiste, M. Camille Laurin, a longuement précisé sa pensée hier.

Le gouvernement Lévesque devrait proposer aux Québécois durant la prochaine campagne électorale de réclamer d'Ottawa "non seulement le transfert des responsabilités mais aussi celui des ressources et des pouvoirs qui seuls peuvent lui permettre de les assurer" en matière de politique de plein emploi, sécurité du revenu, programme de sécurité sociale, politique d'exportation et d'ouverture au monde, politique agricole, politique des pêcheries, politique de transports, etc.

Pour M. Laurin, une défaite élec-

SONDAGE GALLUP

Trois électeurs sur cinq appuient les conservateurs

◆ Les résultats du premier sondage Gallup fait depuis le balayage conservateur de l'élection fédérale de septembre, indiquent un accroissement dans leur appui à 60 pour 100 des électeurs ayant une opinion, soit une augmentation de dix points comparativement aux 50 pour 100 des votes obtenus le 4 septembre.

L'appui aux libéraux et au NPD a diminué; les libéraux sont passés de 28 pour 100 à l'élection, à 21 pour 100; le NPD, lui, est passé de 19 pour 100, le 4 septembre, à 17 pour 100.

L'effet "lune de miel" n'apparaît pas aussi fort actuellement qu'il l'était à la suite de la campagne au leadership conservateur et du début de Brian Mulroney au Parlement. En septembre 1983, le PC attirait 62 pour 100 des électeurs ayant une opinion, comparativement aux 23 pour 100 pour les libéraux et aux 14 pour 100 des néo-démocrates.

Il y a une légère différence dans le niveau d'appui accordé au Parti conservateur dans les différentes régions du pays. L'appui aux libéraux est plus élevé au Québec et l'appui au Nouveau Parti démocratique est plus élevé dans l'Ouest alors qu'en Ontario, les électeurs ayant une opinion continuent à refléter les préférences nationales.

Le taux d'indécis, à 22 pour 100 aujourd'hui,

est à peu de choses près identique aux 24 pour 100 de l'électorat qui se sont abstenus de voter à l'élection du 4 septembre.

La question posée était: "Si une élection fédérale avait lieu aujourd'hui, quel serait le parti du candidat de votre choix?"

Les résultats nationaux, aujourd'hui, sont comparés à ceux de l'élection du 4 septembre et à ceux du dernier sondage Gallup avant les élections:

| | PC | Libéral | NPD | Autre parti |
|---|-----|---------|-----|-------------|
| Gallup (11 au 13 octobre) | 60% | 21% | 17% | 3% |
| Résultats de l'élection (4 septembre) | 50 | 28 | 19 | 3 |
| Gallup (27 au 29 août) | 50 | 28 | 19 | 3 |

Note: les pourcentages peuvent ne pas totaliser exactement 100 parce qu'ils ont été arrondis.

Les résultats d'aujourd'hui sont basés sur 1.041 entrevues personnelles faites à la maison avec des adultes de 18 ans et plus entre les 11 et 13 octobre 1984. Un échantillon de cette ampleur est exact dans une marge de 4 pour 100, 19 fois sur 20.

Le PQ doit modifier son programme, selon Landry

◆ MONTREAL (PC) — Le ministre Bernard Landry croit que le Parti québécois doit modifier son programme électoral afin d'établir clairement que la prochaine élection ne sera pas référendaire. C'est ce qu'il a déclaré mardi au cours d'une entrevue accordée au quotidien La Presse.

"La souveraineté, a-t-il dit, c'est l'objectif souhaité par l'ensemble des militants du parti. Mais le résultat de la campagne électorale ne peut être la souveraineté du Québec."

"Je soutiens, poursuit-il, qu'il doit plutôt être l'agrandissement des pouvoirs du Québec et la réparation de torts de 1982 et que les objectifs plus maximalistes doivent être laissés ouverts pour l'avenir. Simplement ouverts pour l'avenir."

M. Landry dit avoir la conviction profonde qu'il n'y a pas une majorité d'électeurs qui souhaitent que le gouvernement passe la souveraineté à l'issue de la prochaine élection. Mais, ajoute-t-il aussitôt, ma conviction est aussi claire qu'il y a une majorité de Québécois qui veut que le Québec continue à avancer dans la définition juridique de ses pouvoirs constitutionnels. C'est ça l'enjeu de la prochaine élection.

Décor-Mieux aux Créations Raymonde 842-8364

Décoration et confection raffinées pour ceux qui ont le souci du détail.

VENDONS:

- Duvet
- Stores vénitiens
- Dentelles
- Rideaux
- Draperies
- Coussins
- Futons

FABRIQUONS

- Housses de duvet
- Housses pour futons
- Coussins
- Lampes habillées

Service à domicile

Tout pour l'intérieur d'aujourd'hui...

CREATIONS RAYMONDE 36, St-André, Neuchâtel, 842-8364

LA CLINIQUE TARDIF ENR. 595, boul. Charest est Tél.: 529-9721

DR MARTIN GIASSON
DR BERNARD BERTHIAUME
DR JEAN DESLANDES
Optométristes

- Examens de la vue
- Verses de contact
- Lunettes
- Soins professionnels complets

| | |
|---|--|
| STEAK DE CÔTE AVEC OS 6.03 ⁵ /lb 13.29/kg | CLUB AVEC OS STEAK OU ROSBIF 6.75 ⁵ /lb 14.89/kg |
| PORC HACHÉ FRAIS 2.21 ⁵ /lb 4.87/kg | RÔTI DE PORC CENTRE DU FILET 3.80 ⁵ /lb 8.37/kg |
| JAMBON COTTAGE CUIT 2.53 ⁵ /lb 5.57/kg | JAMBON COTTAGE FUMÉ 2.35 ⁵ /lb 5.17/kg |
| SAUCISSE FRAICHE OU FUMÉE 2.22 ⁵ /lb 4.89/kg | GALANTINE AU VEAU OU LANGUE DE BOEUF 4.35 ⁵ /lb 9.59/kg |
| NOS PRODUITS DE CHARCUTERIE ET DE JAMBONS SONT PRÉPARÉS CHEZ NOUS | COMMANDE TÉLÉPHONIQUE PRÉPARÉE AVANT QUE VOUS VENIEZ LA CHERCHER |
| LA BOUCHERIE W.E. BÉGIN INC. 500, ST-JEAN : 524-5271 | 520, DE LA SALLE ET DE LA REINE AVEC STATIONNEMENT 529-1331 |

Pour elle

Vente De 20 à 50% de réduction jusqu'au 24 novembre inclusivement

WRSAVARD BIJOUTIER-JOAILLIER

2461, chemin St-Louis, Sillery - 653-3115

Réalisation • Restauration • Réparation dans nos ateliers

Stationnement gratuit

dès 18:00 sur validation de votre billet, si vous gardez votre voiture vous-même dans le stationnement de Place Québec

Le Croquembroche Le restaurant du Hilton 647-2411

DOCTEUR BAIGNOIRE

Procédé exclusif Mondialement reconnu

- émaillage
- polissage
- réparation d'écailles

Baignoire
Lavabo
Toilette

Estimation gratuite

345, boul. Bastien Neuchâtel, Québec 843-2034

QUOI DE PLUS CHAUD QUE LE DUVET?

PALETOT DE DUVET LONG POUR HOMME

119⁹⁵

FAIT DE EXTÉRIEUR: (65% polyester, 35% coton)
DOUBLURE: (nylon)
REPLISSAGE: (80% duvet et ore et 20% plume d'oiseau aquatique)
TEINTES: (variées)
GRANDEURS: (36 à 46)

C'est un peu plus!

G.H. ECHÈNE & FILS INC.

- 4080, BOUL. STE-ANNE MONTMORENCY, PRÈS DES CHUTES
- PLACE DES 4-BOURGEOIS ANGLE DUPLESSIS ET QUATRE-BOURGEOIS, STE-FCY
- GALERIES DE LA CAPITALE (PRÈS DE LA BAIE, SECOND PLANCHER)
- CENTRE D'ACHATS CANADIÈRE QUÉBEC
- PLACE LAURIER MAIL SUD-OUEST, 2^e NIVEAU, PRÈS DE LA BAIE

OCCASION SPECIALE

CLAQUES avec LANGUE
Empaigées en nylon. Doublure en moleton.
14⁵⁰

CLAQUES ORDINAIRES
"Plainover" Semelles à bord uni.
12⁵⁰

CLAQUES ELASTIQUES
Non doublées, légères. Style Moccasin. Très recherchées.
Fabrication canadienne.
8⁹⁵

CLAQUES BASSES
Pour chaussures étroites ou semelles épaisses. Légères et solides.
12⁵⁰
Canadiennes

COUVRE-CHAUSSURES EN NYLON
Entièrement en nylon. Fermeture à glissière.
24⁹⁵

COUVRE-CHAUSSURES LEGERES
Entièrement en caoutchouc. Fermeture à glissière. Toilete ou travail.
Doublure en moleton.
21⁹⁵

COUVRE-CHAUSSURES
4 boucles. A l'épreuve de l'huile pour garagistes, livreurs d'huile.
39⁹⁵
Extra-solides pour travail.

CLAQUES ROBUSTES
avec langue. Pour travail dur. Bottes ou bottines de sécurité.
14⁵⁰

COUVRE-CHAUSSURES COURROIE
Entièrement en caoutchouc. Solides pour travail. Sécurité.
29⁹⁵

COUVRES-CHAUSSURES
4 boucles. Pour bottines de sécurité. Robustes et d'endurance.
27⁹⁵

COUVRE-CHAUSSURES MILITAIRES
NEUFS EXTRA-ROBUSTES. Conçus pour bottes ou bottines.
26⁹⁵

COUVRE-CHAUSSURES BROGUE
Toilette ou travail. Très recherchées, légères. Glissières jumbo.
24⁹⁵

BOTTES AVIATEURS
Véritable mouton. Cuir épais noir. Fabrication robuste.
89⁹⁵

BOTTES SKI-DOO
Nylon et caoutchouc résistants. Feutre épais.
Enfants: **14⁹⁵**
Juniors: **21⁹⁵**
Hommes: **23⁹⁵**

PREMIUM SOREL KAUFMAN
Avec feutre intérieur. Pour travail ou sport.
52⁹⁵

DOUBLURE FEUTRE POUR BOTTES SKI-DOO
Feutre épais et laine.
5⁵⁰
Hommes - Femmes: **15⁹⁵**
Enfants: 3,6" à 7,6"

MUK-LUK original
Strictement haut. Nylon imperméable. Blanc.
29⁹⁵ à 57⁹⁵

FAMEUSES BOTTES
CARIBOU de KAUFMAN. Travail ou sport. Feutre amovible.
69⁹⁵

BOTTINES DE FEUTRE DE LAINE
24⁹⁵

BOTTINES FEUTRE SECURITE
34⁹⁵

BOTTES OU BOTTINES DE FEUTRE ET CUIR
EPAISSES SEMELLES CAOUTCHOUC.
58⁹⁵ à 68⁹⁵

BOTTES HAUSSE CUIR DOUBLES EN FEUTRE AMOVIBLE
29⁹⁵

MAGASIN LATULIPPE
637 rue St-Vallier ouest
Québec - 529-0024



La pensée de Vaillancourt
Une énorme banderole affirmant que "L'avenir du Québec passe par l'indépendance" flottait hier après-midi devant le parlement. Non, il ne s'agissait pas d'un coup de "groupe des 12", mais d'une illustration de la pensée politique du sculpteur Armand Vaillancourt sur lequel Radio-Québec prépare une émission d'une heure. Le réalisateur Jean-Gaétan Séguin a expliqué que c'est M. Vaillancourt qui tenait à ce que la banderole soit déployée devant le parlement, le temps du tournage. Il a cependant fallu négocier avec les agents de la Sécurité du Québec qui assure la protection de la colline parlementaire, pour installer cet accessoire qui prenait une signification particulière dans le contexte du débat qui se déroule actuellement au sein du Parti québécois.

Trudeau a choqué la Maison-Blanche

◆ (D'après AFP et PC) — La Maison-Blanche s'est vivement élevée, hier, contre les critiques formulées la veille par l'ancien premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau, à l'égard de l'OTAN, et ses propos mettant en doute la compétence du président Ronald Reagan en matière de désarmement.

En recevant mardi, à Washington, le prix de la paix Albert-Einstein, M. Trudeau avait critiqué la façon dont travaille l'Organisation de l'Atlantique Nord. Je me porte solennellement témoin du fait que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN se rencontrent uniquement pour lire des discours ennuyeux préparés par d'autres avec, comme objectif principal, de ne pas faire de vagues, avait-il déclaré.

Notre appréciation des consultations politiques au sein de l'OTAN diffère de celle de M. Trudeau, a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Larry Speakes, en qualifiant ces consultations d'intenses et productives, que ce soit au niveau des chefs d'Etat et de gouvernements ou des ministres des Affaires étrangères et de la Défense.

L'OTAN a préservé la paix pendant trois décennies et a traité de façon régulière et intense des questions de la guerre et de la paix, a poursuivi le porte-parole américain.

Zut Pierre

M. Speakes a, d'autre part, réfuté les propos de M. Trudeau sur l'approche du président Reagan des questions du désarmement. Il a même fait allusion au mouvement d'humeur que le président Reagan avait eu à l'égard de M. Trudeau, au sommet économique de Londres de juin, lorsque le premier ministre canadien lui avait reproché de ne pas faire assez pour le désarmement. Zut, Pierre, aurait alors lancé le président américain.

M. Trudeau avait notamment déclaré, mardi: "Je pense que le président Reagan veut faire des progrès mais je n'ai aucune raison de penser que les avis qu'il recevra lui permettront de faire ces progrès et je ne sais pas s'il est en mesure de juger de ces avis."

Clark met le bâillon à ses fonctionnaires

◆ OTTAWA (PC) — Le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, dans le but apparent d'éviter les fuites d'informations, a demandé, hier, aux membres de son ministère de consulter d'abord le bureau de presse ministériel avant de s'entretenir avec les journalistes.

La pratique habituelle veut que les reporters qui contactent directement un responsable gouvernemental soient immédiatement référés au bureau de presse, mais cette directive n'a semblé pas être respectée depuis quelques semaines, relativement notamment à la fermeture éventuelle de certaines missions diplomatiques canadiennes.

Selon une dépêche de Southam News diffusée, hier, le sous-ministre Marcel Masse a fait parvenir un mémo à quelque 3.000 fonctionnaires leur interdisant de répondre aux questions des journalistes sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation. La directive concernerait même les événements sociaux.

Alors qu'il se rendait, hier, à une réunion de députés et de sénateurs, M. Clark a affirmé vouloir éviter "les problèmes qui sont survenus l'autre jour, lorsqu'une fausse nouvelle, dangereuse aux intérêts canadiens", a circulé au sujet de la fermeture de l'ambassade du Canada à Prague, en Tchécoslovaquie.

M. Clark a annoncé, mardi, la fermeture d'une ambassade — celle de Ouagadougou, au Bourkina Fasso, autrefois appelé Haute-Volta — et de quatre consulats, ce qui, affirme Ottawa, permettra d'économiser \$3.1 millions au cours de l'exercice financier de 1985-86.

Le porte-parole de la Maison-Blanche a, d'autre part, rappelé que les Etats-Unis n'ont pas d'objection fondamentale à la proposition de M. Trudeau de tenir à un moment donné une réunion des cinq puissances nucléaires mondiales mais, a-t-il ajouté, la priorité demeure de convaincre l'URSS de reprendre les négociations qu'elle a suspendues il y a un an.

U.-Défense

D'autre part, les Etats-Unis ne sont pas devenus indifférents à la décision du gouvernement canadien de réduire de \$145 millions les dépenses en matière de défense, a indiqué un porte-parole du département d'Etat américain lors d'une conférence portant sur les relations post-électorales entre les deux pays.

"Cette décision ne semble pas tenir compte de ce que nous avons entendu à propos de leurs engagements pour une défense forte", a indiqué le porte-parole américain, qui a refusé que son nom soit cité.

Lorsqu'il a annoncé ces réductions dans son énoncé économique aux Communes, jeudi dernier, le ministre des Finances Michael Wilson a soutenu que cette mesure ne toucherait pas l'engagement des conservateurs de moderniser et de renforcer les Forces armées canadiennes. En vertu de ses engagements envers l'OTAN, le Canada devrait augmenter ses dépenses militaires de trois pour 100 cette année.

Paiements de transferts aux provinces

◆ OTTAWA (PC) — Le premier ministre Brian Mulroney a refusé, hier, de fermer la porte à des coupures dans les paiements de transferts aux provinces, s'engageant seulement à ce que les réductions éventuelles ne soient pas imposées de façon unilatérale.

"Il n'y aura pas de coupures unilatérales comme celles du précédent gouvernement", a lancé M. Mulroney aux Communes, lorsqu'attaqué par le chef de l'Opposition, John Turner.

M. Mulroney avait procédé de la même manière vendredi dernier sur la question des programmes sociaux universels. Tout en évitant de s'engager à les laisser intouchés, il avait promis de préserver l'universalité pour les soins de santé tout en se laissant une porte ouverte dans tous les autres cas.

Hier, le ministre de la Santé Jake Epp a indiqué que le gouvernement conservateur était à préparer des "documents de discussion" sur les programmes universels d'allocation familiale et de pensions de vieillesse, bien qu'à plusieurs reprises pendant la campagne électorale M. Mulroney ait promis son "appui absolu" à l'universalité des programmes qui constituaient "un trésor sacré".

De la rencontre des premiers ministres, tenue la veille au lac Meech, M. Mulroney dit avoir retenu "le sentiment de réalisme qui semble atteindre tout les coins du pays à l'exception peut être du caucus de l'Opposition".

Pour M. Turner, le gouvernement tente de cacher ses intentions réelles de sabrer dans les paiements de transferts par des déclarations contradictoires.

Mardi, après avoir rencontré ses homologues provinciaux, M. Mulroney avait soutenu "n'avoir envisagé aucune coupure", tandis que son ministre des Finances Michael Wilson, rencontrant la presse la semaine précédente, avait soutenu que de telles réductions étaient "sur la table", a rappelé M. Turner.

"Est-ce que ces coupures seront à l'ordre du jour lors de la rencontre des premiers ministres le 14 février?", a demandé M. Turner, accusant les tories de préparer les provinces à un "massacre de la Saint-Valentin".

Dans le document déposé jeudi par le ministre des Finances Michael Wilson, Ottawa rappelle que les transferts aux provinces ont connu une croissance "appréciable" au fil des ans et que 20 pour 100 des dépenses fédérales, soit près de \$18 milliards, devront être consacrés à ces paiements de transferts pour l'année 1984-85. L'entente fédérale-provinciale sur ces paiements ne vient à échéance qu'en 1987, mais Ottawa entend bien enclencher le débat le plus tôt possible "sur l'opportunité ou la nécessité d'apporter de nouveaux changements" avec à l'esprit "la nécessité de limiter les coûts et de réduire le déficit".

Aux Communes, M. Mulroney a indiqué qu'il souhaitait que, dans la mesure du possible, les délibérations de la conférence fédérale-provinciale sur l'économie soient rendues publiques.

Cette question de procédure est entre les mains de M. James Lee, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard et président de la Conférence des provinces, a soutenu hier M. Mulroney, ajoutant qu'il prévoyait qu'une "partie importante des délibérations sera sans doute publique".

Jusqu'ici le protocole de telles réunions faisait en sorte que seules les déclarations d'ouverture et de conclusion des premiers ministres étaient publiques.

Mulroney n'exclut pas de faire des coupures

◆ OTTAWA (PC) — Le premier ministre Brian Mulroney a refusé, hier, de fermer la porte à des coupures dans les paiements de transferts aux provinces, s'engageant seulement à ce que les réductions éventuelles ne soient pas imposées de façon unilatérale.

"Il n'y aura pas de coupures unilatérales comme celles du précédent gouvernement", a lancé M. Mulroney aux Communes, lorsqu'attaqué par le chef de l'Opposition, John Turner.

M. Mulroney avait procédé de la même manière vendredi dernier sur la question des programmes sociaux universels. Tout en évitant de s'engager à les laisser intouchés, il avait promis de préserver l'universalité pour les soins de santé tout en se laissant une porte ouverte dans tous les autres cas.

Hier, le ministre de la Santé Jake Epp a indiqué que le gouvernement conservateur était à préparer des "documents de discussion" sur les programmes universels d'allocation familiale et de pensions de vieillesse, bien qu'à plusieurs reprises pendant la campagne électorale M. Mulroney ait promis son "appui absolu" à l'universalité des programmes qui constituaient "un trésor sacré".

De la rencontre des premiers ministres, tenue la veille au lac Meech, M. Mulroney dit avoir retenu "le sentiment de réalisme qui semble atteindre tout les coins du pays à l'exception peut être du caucus de l'Opposition".

Pour M. Turner, le gouvernement tente de cacher ses intentions réelles de sabrer dans les paiements de transferts par des déclarations contradictoires.

Jeu de cache-cache

◆ Le député libéral de D'Arcy-McGee, M. Herbert Marx, a accusé le ministre de la Justice, M. Pierre-Marc Johnson, de jouer à cache-cache avec l'Assemblée nationale dans l'affaire du vol de documents relatifs aux dossiers fiscaux des députés fédéraux du Québec, quelques jours avant les élections du 4 septembre. M. Johnson a admis que la Sûreté du Québec avait remis le rapport de l'enquête qui lui avait été commandée sur cette affaire, mais il a refusé d'en dévoiler les conclusions. M. Marx a insinué qu'en se défilant de la sorte, le ministre cherchait peut-être à couvrir le personnel politique qui pourrait être à l'origine de la fuite.

Libre-échangisme

Le ministre du Commerce extérieur, M. Bernard Landry, est toujours en faveur d'un marché commun entre le Québec, le Canada et les Etats-Unis. Selon lui, l'attribution d'un "statut spécial" à l'espace économique canadien pourrait le mettre à l'abri d'éventuels changements de nature protectionniste de la législation américaine. Il reconnaît toutefois que les autres provinces canadiennes préfèrent toujours un libre-échange moins global que le sien avec les Etats-Unis et que les perspectives à moyen terme vont plutôt dans le sens d'un libre-échange limité à une demi-douzaine de secteurs névralgiques. Selon lui, il s'agit quand même d'un pas dans la bonne direction. En revanche, M. Landry estime que le libre-échange entre provinces canadiennes devrait être beaucoup plus poussé.

Querelle de drapeaux

L'Opposition libérale a demandé hier au premier ministre Lévesque s'il était disposé à placer un drapeau canadien dans le Salon bleu pour concrétiser les belles dispositions que le gouvernement péquiste affiche depuis le 4 septembre à l'égard du fédéralisme canadien. M. Lévesque y est allé de ses entourloupes habituelles pour éviter de dire ou sans prononcer pour autant des paroles qui auraient pu être interprétées de façon négative à Ottawa.

La politique à l'autre télévision

Radio-Québec a décidé d'accorder un temps d'antenne gratuit aux deux principales formations politiques, soit le Parti québécois et le Parti libéral. Hier, les péquistes ont été les premiers, grâce à un tirage au sort, à étreindre ce nouveau système. Trois ministres, MM. Jacques Parizeau, Yves Duhaime et Rodrigue Biron, étaient interrogés par M. Pierre Fortin. Mercredi prochain ce sera au tour des libéraux d'en faire autant. On ignore, stratégie oblige, qui, chez les libéraux, sera alors sur la sellette. Le 12 décembre les péquistes feront un nouveau tour de scène suivi par les libéraux le 19 décembre. A Radio-Québec on a pris soin d'indiquer qu'il s'agissait là d'une initiative de la société d'Etat et non pas d'une requête des partis politiques.

Garneau, président du caucus

OTTAWA (PC) — Le député de Laval-des-Rapides aux Communes, M. Raymond Garneau, a été élu, hier, président du caucus des parlementaires libéraux du Québec à Ottawa.

Les autres membres de l'exécutif du caucus sont M. Alain Tardif, député de Richmond-Wolfe, vice-président. La sénatrice Renaude Lapointe remplira les fonctions de secrétaire et Mme Sheila Finestone, députée de Mont-Royal sera trésorière.

En acceptant cette responsabilité, M. Garneau a rappelé que le rôle primordial du caucus du Québec est d'assurer les intérêts des Québécois au sein du Parlement canadien.

Elu à l'Assemblée nationale du Québec, M. Garneau a été ministre de la Fonction publique, des Finances, de l'Education et président du Conseil du trésor. Depuis l'élection fédérale du 4 septembre, il a été nommé critique du Conseil du trésor et président du comité des opérations gouvernementales de l'Opposition officielle.

DOSSIERS

Le conflit de Saint-Ferdinand-d'Halifax

Une bataille que personne n'a gagnée

◆ Quand 716 travailleurs sur une possibilité de 717 débrayent illégalement, que, quelques jours plus tard, ils sont 708 à défier deux injonctions et à rester dans la rue en dépit de sérieuses menaces de congédiement, et qu'un mois plus tard ils sont encore 708 à se serrer les coudes, on devrait difficilement douter de la "légitimité" de leur démarche.



par
**Fortunat
MARCoux**

Pourtant, l'opinion publique, les éditorialistes, les hommes politiques, le patronat étaient contre les grévistes de l'hôpital psychiatrique Saint-Julien de Saint-Ferdinand-d'Halifax. Pourquoi? Parce que ces derniers s'étaient placés dans une situation d'il-légalité pour faire valoir leurs revendications.

Les relations de travail n'ont jamais été très bonnes dans ce centre hospitalier. En 1968, les employés avaient débrayé pendant trois semaines dans le cadre d'un conflit provincial. Deux ans plus tard, ils sortaient une journée pour obtenir la tête d'un contremaître. En 1972, le conflit du Front commun avait duré de deux à trois semaines et des actes de violence avaient éclaté. En 1975, au cours d'une grève du zèle de trois jours, les syndiqués avaient expulsé les cadres. Un changement d'horaire était en litige. Il y avait eu de la violence.

Le directeur général actuel de l'institution, M. René Houle, est reconnu comme un excellent administrateur mais une saine gestion dans un monde en constante évolution entraîne des changements susceptibles de provoquer des frustrations au sein du personnel.

A Saint-Ferdinand, le prétexte du débrayage fut une coupure d'une dizaine de postes résultant de la décision de l'employeur de remplacer des préposés aux bénéficiaires par des infirmières auxiliaires. "Surcharge de travail pour les employés et diminution de la qualité des soins et des services pour les bénéficiaires", soutenait le syndicat.

"Parce que le salaire d'une infirmière auxiliaire est plus élevé que celui d'un préposé aux bénéficiaires, ça va nous coûter \$100,000 de plus annuellement

Maintenant que le conflit à l'hôpital Saint-Julien de Saint-Ferdinand-d'Halifax est terminé, une question reste posée; comment la simple coupure d'une dizaine de postes à l'origine du débrayage a-t-elle pu mobiliser la quasi totalité des travailleurs syn-

diqués de cette institution sans que jamais leur solidarité ne se relâche? C'est à cette question que tente ici de répondre Fortunat Marcoux, du bureau du Soleil à Thetford-Mines, qui a suivi toutes les phases de ce conflit.



Le conflit à l'hôpital Saint-Julien de Saint-Ferdinand-d'Halifax a vite pris des proportions démesurées par rapport à l'enjeu de départ.

mais nous voulons du personnel mieux adapté et plus qualifié pour s'occuper d'une clientèle de plus en plus vieillissante (moyenne d'âge de 48 à 50 ans)", rétorquait l'employeur.

Enjeu de taille

Il est difficile de croire que les employés soient sortis dans la rue pour sauver 10 emplois, alors que dans l'industrie de l'amianté dans la région de Thetford-Mines, des centaines d'ouvriers ont été licenciés depuis 1980 sans que cela ne suscite une levée de boucliers. C'est pourtant bien là l'origine et l'enjeu de ce conflit.

Généralement, les conséquences découlant de l'application des restrictions budgétaires sont acceptées et considérées, bien souvent, comme normales dans l'entreprise privée alors qu'elles soulèvent de vives oppositions chez

les syndiqués des secteurs public et parapublic.

Ceux-ci ont toujours soutenu que la qualité de l'enseignement, des soins aux malades ou des services à la population doit être maintenue, voire même améliorée, et qu'il faut donc que l'Etat consente à en payer le prix.

Cependant, dans le dossier de Saint-Ferdinand les grévistes comme l'employeur n'ont pas hésité à défendre leurs droits respectifs en privant un troisième groupe (les malades) des siens.

M. Houle a répété que les réaménagements projetés au sein de son personnel étaient conformes à la convention collective actuellement en vigueur. Toutefois, pendant toute la durée du conflit, il a évité de préciser ce contrat de travail consistait en un décret imposé aux parties (patron-syn-

diqués) par le gouvernement. De là à conclure que le décret facilite la tâche de l'employeur à appliquer les contraintes budgétaires, il n'y a qu'un pas.

D'ailleurs, c'est pour cette raison que le conflit de Saint-Ferdinand, considéré au départ comme une bataille locale, a vite pris une ampleur provinciale. Le mécontentement règne dans d'autres centres hospitaliers et la lutte à Saint-Ferdinand était devenue un cas pilote. L'enjeu était tel que le conflit a pris des proportions démesurées. L'escalade a mené à une impasse totale et il a fallu que les hautes instances de chaque partie, le ministre des Affaires sociales, M. Camille Laurin, et le président de la CSN, M. Gérald Larose, interviennent, s'entendent et imposent un règlement.

Conflit inutile

Le syndicat crie victoire mais il

n'a rien gagné! Après 33 jours de grève illégale, les syndiqués retournent au travail aujourd'hui sans que le fond du litige soit réglé. Lorsqu'ils sont sortis, ils se battaient pour 10 postes. En rentrant, compte tenu de la menace des 25 congédiements, c'est 35 emplois qu'ils risquent de perdre. Il y a fort à parier cependant que le tribunal d'arbitrage ne retiendra aucun de ces congédiements pour le motif de refus de retourner à l'ouvrage. Toutefois, s'ils sont identifiés, les quatre ou cinq employés qui se sont rendus coupables d'actes criminels durant la grève pourraient être licenciés ou subir de longues suspensions.

Pour sa part, M. Houle a été fidèle, du début à la fin, aux principes qu'il a défendus dans le dossier: le respect des lois et du décret, et le maintien des 25 congédiements. Au départ, il avait ob-

tenu des appuis solides dont celui du ministre Laurin. Au fil des événements, M. Houle s'est retrouvé seul lorsque M. Laurin lui imposa son projet de règlement. Ce dernier n'avait plus le choix d'agir ainsi puisque M. Houle avait écarté déjà six propositions visant à mettre fin à la grève.

Les observateurs estiment que M. Houle est allé trop loin en menaçant de congédier les grévistes. Le syndicat ne l'a jamais pris au sérieux. Dans un village comme celui de Saint-Ferdinand où 80 pour 100 des gens travaillent à l'hôpital, il était impensable de remplacer les 717 grévistes par d'autres citoyens du milieu. La violence aurait sûrement éclaté. Pourquoi M. Houle n'a-t-il effectué que 25 congédiements en guise de représailles contre le syndicat alors qu'il aurait dû, pour être conséquent, licencier tout le monde? En privé, M. Houle n'a pas caché qu'il avait choisi parmi ces "25" les éléments les plus radicaux du syndicat, ceux qu'il considérait comme des fauteurs de troubles, des "critiqueux", des "paresseux", et des employés qui s'absentaient souvent de leur travail.

M. Laurin avait appuyé ces congédiements et il a dû faire marche arrière. Bien des gens pensent que le ministre a raté une belle occasion de mater une fois pour toutes les syndicats dans le secteur parapublic. D'autre part, le conflit aurait pu être évité si M. Laurin avait suscité une reprise des négociations en promettant d'y déléguer "un observateur neutre", après que le syndicat eut ordonné des débrayages de 24 et de 48 heures en guise d'avertissements avant le déclenchement d'une grève illimitée.

Climat social brisé

Le climat social restera perturbé pendant plusieurs mois tant au village qu'à l'hôpital. M. Houle, bien qu'il ait affirmé ne pas avoir l'intention de démissionner, n'aura pas la tâche facile. "Il y a des choses qui ne pourront pas être oubliées après le conflit", avait-il dit il y a trois semaines. Quatre cadres ont menacé de démissionner si les "25" étaient réembauchés.

La vie ne sera pas facile pour la famille de M. Houle qui vit dans le village, en face de l'hôpital. Sur le ton de la confiance, des citoyens en veulent au syndicat pour cette grève illégale mais blâment également M. Houle de l'avoir prolongée par son entêtement et son obstination à reprendre les négociations.

Israël

Une guerre à finir à l'inflation

Depuis que le gouvernement d'union nationale a été formé en Israël à la suite des élections générales de cet été, il a dû s'attaquer en priorité à l'inflation galopante et au déficit de la balance des paiements afin de sauver l'avenir économique du pays. Notre collaborateur Marcel Lacharite, journaliste-pigiste en poste à Jérusalem depuis plusieurs mois déjà, analyse ici les mesures prises par le gouvernement Peres pour tenter de remédier à la situation.

◆ JERUSALEM — Un soir de fin septembre, le gouvernement d'Israël annonce que sur le coup de minuit, une série de produits verront leur prix augmenter de 25 pour 100. Trois heures plus tard, plus une goutte d'essence n'est disponible chez les pompistes d'Israël. Le lendemain matin, les gens font la queue à la porte des épiciers.

par **Marcel LACHARITE**
(collaboration spéciale)

Ces exemples illustrent le stress vécu par l'Israélien dans sa lutte permanente contre le fléau de l'inflation. Marché noir de la monnaie, paiement à crédit, ruée vers les aubaines et indexation automatique des salaires sur l'inflation lui auront permis jusqu'à présent de faire face à cette calamité. Le taux annuel d'inflation est cependant passé de 400 à 1,000 pour 100 au cours des trois derniers mois! La crise est aiguë et plusieurs des mécanismes traditionnels de lutte contre l'inflation ont perdu de leur efficacité.

Le gouvernement d'Union nationale de M. Shimon Peres a fait de l'économie sa priorité. Deux cibles principales sont visées: réduire l'inflation et le

déficit de la balance des paiements. Le gouvernement a choisi de procéder par étapes, un peu à la pièce. Il a d'abord annoncé des coupures budgétaires de l'ordre d'un milliard de dollars, y compris une réduction substantielle des subsides aux produits de base.

Il a ensuite augmenté ou levé de nouvelles taxes sur les produits de luxe et décrété un arrêt des importations de ces produits, y compris les automobiles et les jeux vidéo et ce, pour une période de six mois.

La pièce de résistance de ce train de mesures vient cependant tout juste de voir le jour: un "package deal" tripartite syndicats-patronat-gouvernement, prévoyant un gel des prix des biens et services, des salaires, profits et taxes pour une période de trois mois.

Pas d'unanimité

Ce programme de redressement économique est cependant loin de faire l'unanimité en Israël. De fait, la plupart des économistes n'y voient que confusion, contradictions et manque de volonté politique réelle du gouvernement. Au sein même du Conseil des ministres, ces me-

sures ont été adoptées, à l'exception du "package deal", par une mince majorité.

L'interdit partiel sur les importations pourrait faire plus de mal que de bien à la balance des paiements. Il prive le ministère des Finances des revenus de la lourde taxe à l'importation prélevée sur ces biens et augmente le déficit budgétaire. Quant aux coupures budgétaires, elles ont été encore plus décriées parce qu'insuffisantes, de l'avis de la plupart des experts économiques.

Le package deal devrait être le programme le plus susceptible de répondre à son objectif à court terme, réduire l'inflation. On s'attend à ce qu'il permette de réduire le taux d'inflation à 200 pour 100 vers décembre, si tout va bien.

Mais les pressions seront énormes sur les acteurs de l'économie durant cette période. Ainsi, les salariés auront subi, entre juillet et décembre, une baisse réelle de leur salaire de l'ordre de 30 à 40 pour 100 en moyenne. Même si ces derniers sont solidement encadrés par les syndicats, partie à l'entente, il n'est pas certain que cette saignée puisse se poursuivre longtemps sans créer une situation sociale explosive.

Les producteurs verront leurs coûts de production augmenter à cause de la hausse normale du prix des matières importées et devront continuer de vendre leurs produits sur le marché intérieur au taux du dollar en vigueur le 2 novembre alors que celui-ci continuera de se dévaluer.

Voyage de Peres

C'est dans ce contexte de crise que s'est effectué le ré-



Le consommateur israélien est la première victime du taux d'inflation vertigineux qui afflige tous les secteurs de l'économie.

cent voyage de Shimon Peres aux Etats-Unis. Il visait surtout à assurer l'aide financière devenue vitale au salut économique d'Israël. Le niveau d'aide de cette année (\$2.6 milliards), ainsi que les assurances relatives à l'augmentation du commerce et le traité de libre-échange en voie de signature ont finalement comblé les attentes de M. Peres. Ce périple avait aussi pour objectif de convaincre Washington du sérieux des intentions de Jérusalem relativement au redressement économique.

Cet aspect psychologique joue aussi un rôle important dans la lutte actuelle du gouvernement israélien contre la spirale inflationniste et le déséquilibre de la balance des paiements. Un pays confronté à de graves difficultés économiques ne peut permettre à ses citoyens de vivre au-dessus de leurs moyens.

Cependant, toutes ces mesures ne sauraient résoudre substantiellement les problèmes économiques et financiers d'Israël, si elles ne sont pas combinées un jour à

une paix véritable dans la région. Les dépenses liées à la défense comptent pour 20 à 25 pour 100 du produit national brut (comparativement à entre 2 et 5 pour 100 pour les pays de l'OTAN).

Le désengagement probable du Liban, d'ici un an, sera un premier pas dans cette direction et permettra d'économiser un million de dollars par jour. Il restera à conclure avec Amman, Damas et les Palestiniens un autre "package deal", beaucoup plus complexe celui-là.

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur:
JACQUES-G. FRANCOEUR
Rédacteur en chef et Éditeur adjoint:
ALAIN GUILBERT

Président et directeur général:
PAUL-A. AUDET
Directeur de l'information:
GILBERT ATHOT

Vice-président et trésorier:
CHARLES-A. POULIN
Directeur de l'édition:
JACQUES DUMAIS

Au-delà d'un nouvel équipage

Le couperet conservateur qui vient de décapiter d'un coup sec le conseil d'administration du Vieux-Port de Québec était sans aucun doute prévisible à plus ou moins brève échéance. Ce qui étonne plutôt, c'est l'abrupte volte-face du ministre fédéral des Travaux publics, M. Roch LaSalle, "tuteur" de ces organismes-potents, et l'empressement à congédier par télégramme des administrateurs avant même de connaître les conclusions d'une vérification comptable externe des activités de gestion.



par
Roger BELLEFEUILLE

M. LaSalle allègue la nécessité d'avoir le champ libre pour mener à bien un processus de réorganisation et de réorientation du Vieux-Port de Québec.

Pourtant, c'est le même ministre qui, il y a moins d'un mois, repoussait toute idée d'une quelconque enquête. "Selon les livres vérifiés, il n'y a pas besoin de faire enquête sur le passé", soutenait-il au réseau TVA. A la Presse canadienne, même affirmation convaincue: "J'ai fait faire enquête dès le lendemain de mon assermentation, et l'on m'a prouvé que dans tous les cas les contrats ont été alloués au plus bas soumissionnaire."

C'était certes donner très vite l'absolution générale à une administration dont l'opacité n'avait d'égalé que son arrogance, et qui se réfugiait allégrement sous les voiles d'une protectrice confidentialité pour statuer que ses oeuvres internes n'étaient aucunement d'intérêt public.

Qu'il y ait enquête, nulle objection. Mais il ne s'agira finalement que d'un exercice comptable qui sera loin de faire toute la lumière sur les us et coutumes d'une administration qui depuis cinq ans a déversé quelque \$115 millions sur ce chantier. Se donnant des airs de principalauté n'ayant aucun compte à rendre à personne. Dont la mise initiale a été quintuplée en cours de route, dans le plus strict catimini, quant à la justification de cette escalade. Qui, à son tour emporté par un été "mer et monde", a "oublié" depuis trois ans de faire état de ses bilans financiers.

Mais il répugne que des têtes, toutes libérales soient-elles, roulent derechef sans procès. Un tel procédé fait affront à la présomption d'innocence et fait planer le doute sur la probité d'administrateurs qui jusqu'ici sont tout simplement soupçonnés d'avoir pratiqué le "bon patronage".

M. LaSalle doit s'abstenir, sous seul prétexte de changement de régime, de remplacer un attelage rouge pour un bleu, et de reprendre à son compte un favoritisme politique qui est loin d'être toujours garant de la salubrité de la gestion des deniers publics.

Au-delà du nettoyage de "nids de patronage", d'autres tâches beaucoup plus pressantes s'affichent au titre du grand ménage au royaume des sociétés de la Couronne. En fin de régime, le gouvernement libéral, par la loi C-24, soumettait ces dernières à un plus grand contrôle parlementaire, donc à plus de transparence. Mais cette mesure reste incomplète.

Ainsi, le Vieux-Port de Québec, comme toutes les autres créatures de la Société immobilière du Canada, échappe encore à la loi d'accès à l'information. Et les administrateurs n'ont encore que l'obligation de déclarer leurs intérêts dans un contrat, ce qui leur laisse tout le loisir de se vautrer impunément en plein conflit d'intérêts.

L'oeuvre "épuration" de M. LaSalle ne doit pas être une simple parade pour camoufler l'alternance partisane à l'aube du favoritisme.



NOTES DE LECTURE

Une société en morceaux



par
Raymond GIROUX

Il n'arrive pas tous les jours de lire un dictionnaire, un lexique du début à la fin. Enfin, il s'agit plutôt d'une oeuvre d'un genre indéfinissable où l'auteur, plutôt que de se livrer à une savante construction logique, a tout simplement suivi l'ordre alphabétique.

Gérard Vincent, maître assistant à l'Institut d'études politiques de Paris et analyste de la société française contemporaine, a choisi de décortiquer son sujet en y allant thème par thème.

La méthode a l'avantage de faciliter la lecture: il suffit de choisir à la table des matières le titre qui paraît le plus agaçant sur le coup, et d'y aller directement. On peut ainsi se promener au gré des fantaisies du chapitre "artisans" au titre "démographie", pousser une pointe à "vedettariat", revenir à "juge", s'offrir une pose à "loisirs", et ainsi de suite pendant de nombreuses soirées!

Partout, l'auteur dissèque, déshabille, pourfend tout ce qui bouge. Voyons par exemple l'article "mégagalomanie", un phénomène

qu'il définit comme "le désir excessif de puissance et l'illusion qu'on la possède".

Les chefs d'Etat, de De Gaulle à Mitterrand, passent sous le couperet. L'histoire se répète, écrit Vincent, et les décideurs s'imaginent vraiment décider d'orientations fondamentales. "Ceux que l'histoire-récit présente comme des décideurs — les personnages historiques — ne seraient-ils que des notaires qui liquent des successions?", se demande-t-il avec un brin de malice.

L'homme en général et les hommes en particulier n'ont pas le contrôle de leur destin, pas plus qu'on ne peut modifier la société par décret. Le président français actuel, François Mitterrand, a décrié pendant 23 ans l'autocratie des institutions de la Ve République.

Mais à peine élu, il décide à son tour de profiter de la gloriole personnelle qui découle de son poste: il se rend au Panthéon s'incliner devant les restes des grands citoyens de son pays seul... avec 50 techniciens de la télévision!

En conclusion à la mégagalomanie, Vincent rappelle aux politiciens de partout que les racines latines du mot ministre se retrouvent dans l'adjectif "minus", que personne n'aura de difficulté à traduire.

Au chapitre de la "division du travail" se retrouve l'hy-

pothèse d'une nouvelle répartition du labeur: une minorité de gens "de niveau international", bilingues (anglais à l'ouest, russes à l'est) dirigeront une grande masse de travailleurs sans aucun pouvoir de décision.

Effet direct de ce nouveau marché du travail: il faut prévoir de nombreux conflits entre partisans d'une éducation supérieure élitiste et tenants des universités vouées à l'instruction de la masse. Il faut aussi constater l'opposition entre les travailleurs légaux et les travailleurs clandestins, et l'approche du seuil de tolérance de la part des salariés "officiels".

Gérard Vincent ne cache pas son approche; comme le lecteur vient de le constater, le politologue se fait moralisateur, mais à partir d'un cadre bien défini: "l'incompétence, le gémissement et la titularisation sont les trois mamelles de la France contemporaine", annonce-t-il en préface. Chez nous, nous traduirions les deux derniers thèmes par le chialage et la sécurité d'emploi! De neutralité ou d'objectivité, n'en cherchez pas dans ce livre, qui se veut oeuvre de démythification des mécanismes sociaux et politiques.

Gérard Vincent. D'Ambition à zizanie. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 478 pages. Dessins de Tim.

Déficit troublant

Au début de l'année, l'archevêché de Québec affichait un mutisme complet à propos du financement de la visite de Jean-Paul II dans notre région, en septembre. Malgré deux collectes effectuées en 1983 et 1984, on n'évoquait la possibilité d'un déficit mineur que le mois dernier. Ainsi que les autorités ecclésiastiques l'annonçaient officiellement, mardi, le manque à gagner s'établit à \$423.470. Pour une visite de 24 heures dont le coût global est de l'ordre de \$15 millions, ce déficit est énorme.

Mais ce qui apparaît le plus faible dans les justifications de ce bilan par le diocèse de Québec, c'est la maladie subite du responsable d'une quête spéciale qui devait rapporter \$300.000, lors de la messe papale célébrée à l'université Laval, le 9 septembre. Comment expliquer que le maigre revenu de \$18.000 amassé à cette occasion n'ait été attribuable qu'à l'absence d'un seul homme? Pour une organisation qui devait baigner dans l'huile, cette incidence témoigne d'un amateurisme plutôt gênant.

Il ne fait aucun doute que la campagne de souscription populaire amorcée par le diocèse pour combler le manque à gagner sera couronnée de succès. Jean-Paul II a laissé chez nous un souvenir particulièrement vivace qui déliera les cordons de la bourse des catholiques. Québec, d'autre part, ne déploie pas un trou financier aussi spectaculaire que Winnipeg (\$1 million) ou Vancouver (\$2 millions).

Ces déficits n'en contribueront pas moins à poser à nouveau le problème moral du coût des déplacements du Saint-Père qui ne cesse de discourir sur la nécessité de venir en aide aux opprimés, aux pauvres, aux affamés. Imaginons ce que ce \$15 millions aurait pu soulager comme misère dans la région de Québec. Songeons aussi au déchaînement des catholiques sollicités à la fois pour remblayer le diocèse et pour soulager 6 millions d'Éthiopiens qui ont faim.

Après Québec 84 qui ne peut vraisemblablement pas combler son manque à gagner (\$14 millions) par des quêtes, le déficit de la visite papale met également au défi les promoteurs d'éventuels grands projets de mobilisation populaire de prévoir enfin des limites à la capacité de payer de Jos Public!

Jacques DUMAIS

POINT DE VUE

Donner sans lésiner pour vaincre la faim

par Louis O'NEILL

Le monde moderne a inventé les techniques qui permettent d'aller sur la lune et de voyager dans l'espace. Mais nous ne savons pas vaincre la faim, semble-t-il. En fait, nous le pouvons, mais il n'apparaît pas certain que nous le voulions vraiment.

Vaincre la faim, c'est possible, tel est justement le titre d'une étude fouillée que deux experts, Jean-Yves Carfantant et Charles Condaminés (Ed. Seuil, 1983) ont consacrée à la question de la faim dans le monde. Dès 1951, Josué de Castro publiait la *Géopolitique de la faim* (Ed. ouvrières). En 1966, l'agronome et écologiste bien connu, René Dumont, publiait *Nous allons à la famine* (Ed. Seuil), en collaboration avec Bernard Rosier. Les deux experts prédisaient un désastre alimentaire, tout en le considérant comme évitable, à condition de prendre les mesures qui s'imposent: c'est-à-dire arrêter la dégradation des sols, les cultures d'exportation abusives et l'exploitation des paysans. En 1962, dans un ouvrage percutant, *L'Afrique noire est mal partie* (Ed. Seuil), le même René Dumont décrit les syndromes de destruction des sols et l'amorce de désertification qui ont pris de nos jours une dimension catastrophique, par exemple au Sahel.

Partout où l'on décèle la sous-alimentation, on constate en général les

syndromes suivants: mauvaise utilisation des sols, exploitation des paysans, abus des cultures d'exportation dont nous sommes les bénéficiaires, insuffisance des cultures vivrières indispensables à l'alimentation des familles. Quand s'ajoute la sécheresse, c'est la crise alimentaire. Que vienne la guerre, c'est la catastrophe.

En Ethiopie, les paysans ont été obligés d'accroître les cultures d'exportation, (v.g. le café) afin que le pays puisse payer en nature les fournitures d'armes provenant de l'URSS. (Voir *Le Devoir*, 6 février 1984). On a ainsi préparé les conditions favorables à la disette, laquelle, sous l'effet de la sécheresse, s'est transformée en famine.

Deux experts en agriculture et en alimentation, Lappé et Collins (Voir *L'industrie de la faim*, Editions L'Étincelle, 1978), démontrent avec maintes preuves à l'appui que la crise alimentaire dans le monde ne résulte pas d'abord d'un problème de pénurie et de ressources, mais est avant tout une question de choix politiques, de justice sociale et de structures. Voici quelques cas révélateurs soulignés par eux.

- en 1974, lors de la famine au Bangladesh, on a stocké plus de quatre millions de tonnes de riz, faute d'acheteurs, la majorité étant trop pauvre pour acheter du riz;

- l'Afrique est un continent exportateur d'orge, de diverses légumineuses, de légumes frais et de bétail; pourtant c'est le continent où l'on recense le plus grand nombre d'enfants qui souffrent de malnutrition;

- au cours des 20 dernières années, le Mali a augmenté ses exportations d'arachides et réduit sa production vivrière, créant ainsi les conditions favorables à la sous-alimentation;

- la moitié de la production de légumes et de primeurs du Mexique est réservée au marché des États-Unis, alors que la mortalité infantile liée à la sous-alimentation est très répandue sur le territoire mexicain;

- en Amérique centrale, où la malnutrition est courante, 50 pour 100 des terres sont réservées aux cultures d'exportation.

La priorité accordée aux cultures d'exportation est encouragée, parfois imposée par le FMI (Fonds monétaire international), qui se fait l'écho des inquiétudes des pays riches face à l'endettement dans lequel sont plongés beaucoup de pays du Tiers-monde. Pour rembourser une partie des intérêts de cette dette (pour le capital, on y pense de moins en

moins), il faut exporter des produits qui intéressent les pays riches: le coton, le café, le cacao, les bananes, etc. En beaucoup d'endroits, des multinationales, devenues propriétaires des terres les plus fertiles, s'occupent de cette production. Si bien qu'une partie des sols du Tiers-monde est devenue une extension de notre propre territoire agricole, alors que les paysans là-bas ne réussissent même pas à nourrir convenablement leurs familles.

A court terme, face à une tragédie comme celle qui frappe l'Ethiopie, il n'y a qu'une chose à faire: donner, sans lésiner, sans mesurer au compte-gouttes. Quand on dépense \$100 millions pour rafistoler un vieux port ou un milliard pour édifier un stade monumental, on a sûrement la capacité d'envoyer quelques miettes de la richesse collective à des hommes, des femmes et des enfants qui meurent de faim. Et cela sans se donner un certificat de générosité. "Quand nous donnons aux miséreux les choses indispensables, nous ne leur faisons point de largesses personnelles; nous leur rendons ce qui est à eux. Nous remplissons bien plutôt un devoir de justice que nous n'accomplissons un acte de charité" (saint Grégoire le Grand).

Mais le dépannage d'urgence ne suffit pas. Il importe, comme l'a souligné Jean-Paul II à Edmonton, d'analyser de près les structures qui créent l'injustice, les systèmes vicieux d'échanges économiques, les astuces de l'économie internationale qui font que les pays riches prennent d'une main ce qu'ils donnent de l'autre. Le drame des populations qui souffrent de faim et de sous-alimentation s'explique en partie par des facteurs qui ne dépendent pas de nous, mais en partie seulement. Il existe des structures, des politiques économiques internationales qui favorisent les peuples nantis dont nous sommes, et créent d'autre part un prolétariat d'affamés et de sous-alimentés. C'est sur des questions de ce genre, sur la dimension universelle de la justice et de l'injustice que devant Dieu nous serons jugés, disait le pape, à Edmonton, ajoutant: "Le solde global n'est-il pas en train de s'alourdir — le solde global de ce que "nous n'avons pas fait pour le plus petit de nos frères?" pour les millions de petits? pour les milliards?"

- L'auteur est professeur à la faculté de théologie de l'université Laval.

VOTRE PAGE

Le Soleil publie avec plaisir les opinions de ses lecteurs et de ses lectrices. Les lettres doivent être signées et accompagnées des nom, adresse complète et numéro de téléphone de leurs auteurs. LE SOLEIL se réserve le droit d'éditer et d'abréger les lettres. Priorité sera donnée aux lettres courtes. Adresser à: Votre page, LE SOLEIL, 390 rue St-Vallier est. Québec G1K 7J6. Téléphone: 647-3388

LE MONDE

L'Ethiopie meurt... et après?

La situation en Ethiopie est tragique. Près de 30.000 personnes meurent chaque jour de faim. Le pays connaît actuellement une des pires sécheresses de son histoire et les autorités demandent l'aide de la "communauté" internationale.

Je ne vous apprends rien, il suffit de lire n'importe quel journal pour voir ces titres accompagnés parfois de photos pathétiques. Et naturellement, l'effet escompté est atteint; émus,

Pour éviter le pire

Nous avons pu voir dimanche à la télévision dans un film intitulé: "Le jour après...", l'évocation de ce qu'est la guerre nucléaire, son instantanéité, sa puissance destructrice inconcevable mais surtout l'horrible sort des éventuels survivants sans ressources, blessés, brûlés et affamés dans un univers désolé.

Paroles du bon monde: "Pourquoi survivre? Mieux vaut mourir sur le coup. Qui commencerait? Sûrement pas nous autres! Ça nous prendrait ça, une bonne guerre! Ils la veulent, ils l'auront! C'est épouvantable!"

Parole de l'illumine: "Que faire de concret aujourd'hui pour que cela n'arrive pas?"

Gaston Bergeron Québec

nous sortons de nos poches des sous qui vont leur permettre de manger, en regardant bien si on a donné plus que notre voisin. L'influence des journaux est tellement grande qu'elle conditionne nos émotions, nos humeurs et nos connaissances. Un jour, c'est le Nicaragua qui est la vedette et on nous apprend que les Russes veulent prendre le pouvoir. Le lendemain c'est l'Afrique du Sud qui fait les manchettes où les Noirs sont tous méchants. Dans les cahiers touristiques, on sélectionne les images et les articles pour ne montrer que les beautés et les avantages économiques d'un pays tel le Mexique ou Hong-Kong. Aujourd'hui, l'Ethiopie.

On fait appel à notre générosité pour venir en aide à un pays moins favorisé que le nôtre (c'est ici que le mot sous-développé cadre bien dans un ar-

"Vous n'avez encore rien vu!"

Le président Reagan déclarait à ses partisans: "Vous n'avez encore rien vu!" Et ceux-ci de l'applaudir à tout rompre, sans beaucoup réfléchir sans doute. Mais qu'est-ce qu'ils n'ont pas vu au juste? Les applaudissements étaient peut-être là pour ne pas entendre cette question et diverses réponses possibles. Quelles visions, en effet, ne se cachent pas dans cette expression

énigmatique du président américain? Par exemple, par rapport à la vision d'une guerre moderne, ils n'ont rien vu. Ils vivent en paix, ils ne se doutent de rien, avec tous leurs gadgets... et puis soudain c'est le spectacle qu'ils n'ont jamais vu, qu'ils ne verront jamais plus...

Mais le problème éthiopien est mondial. On a centré l'attention sur ce pays, mais la majorité des nations de l'Afrique sahalienne et centrale sont en pleine famine. L'inflation et le chômage atteignent des niveaux sans précédent en Amérique latine. La répression est quotidienne dans bon nombre de pays, que l'on pense simplement à l'Afrique du Sud et aux Philippines.

A croire les journaux, tout est beau et n'est important que ce qui est écrit en première page. Mais quand la campagne de levée de fonds pour l'Ethiopie sera finie, ce pays continuera à mourir ainsi que les autres. Si on a vraiment à coeur de soulager les maux de ces gens-là, il faut une

Pierre Bertrand Montréal

action ou une collecte continue et de plus en plus importante. C'est pourquoi je trouve que les journaux font beaucoup de bruit pour aboutir à une action immédiate du public. Quand c'est réussi, les quotidiens passent à un autre sujet. Les journalistes ont le don de nous faire penser comme eux et, même dans un pays "libre", ça peut être dangereux. C'est sûrement un dur travail d'écrire, mais l'impact des mots est énorme. Heureusement, il en est quelques-uns qui ont une vision plus globale et plus objective. Il est cependant dommage qu'ils n'écrivent pas tous les jours.

Joël Fines Québec

Face à la faim des autres

Je ne cherche pas à troubler qui que ce soit, mais j'aimerais tellement un meilleur partage de la nourriture et de l'amour.

Si toi tu as faim, tu n'as qu'à ouvrir la porte de ton réfrigérateur; eux ne peuvent rien ouvrir, vivant à même la terre qui ne les nourrit plus. Si toi, tu as soif, tu bois ton lait, de l'eau, des boissons gazeuses et quoi encore; eux n'ont même pas une fontaine à portée de la main. Souvent ils doivent parcourir des kilomètres pour un gallon d'eau potable.

Si nous avons soif et faim de tendresse et d'affection, nous décrochons le téléphone pour en-



tendre une voix réconfortante; eux n'ont même plus l'énergie pour s'exprimer tellement leur langue est desséchée par le manque: manque de tout, matériel, affectif, social. Ils sont dépendants de nous; vivre ou mourir est devenu notre affaire; la charité ou la mort est aussi notre choix. Et au-delà de tout ça, nous devons reconnaître leur immense force car ces nations pauvres ont le droit de nous juger et de ne pas nous comprendre.

Je vais continuer de rêver et de manger mes trois repas par jour, mais je me promets que dorénavant mon coeur et mon oreille ne se fermeront plus à cet appel au secours.

Ecouter une annonce sur la pauvreté à la télé ou en lire quelques lignes dans les journaux en versant quelques larmes tout en grignotant ses croutilles et sirotant sa bière, c'est un peu, beaucoup de la lâcheté...

Sans être obsédés, nous devons agir au lieu de réagir au problème de la faim dans le monde, car je suis certaine de pouvoir apporter de l'aide si minime que soit ma participation. Et la vôtre? Faisons une chaîne d'amour et nous récolterons quelques sourires de plus. Ça compte...

Simone Dumais-Sonécal Ancienne-Lorette

ÇA ET LÀ

On a droit à ces pensions!

Le paiement de la pension de vieillesse n'est pas un avantage social ni une gratuité du gouvernement canadien mais provient d'une obligation spécifique prévue par la loi. En effet, l'immense majorité des bénéficiaires actuels, riches ou pauvres, des pensions de vieillesse versées par le gouvernement du Canada se souviennent qu'ils ont dû, durant leur vie active, payer à même leurs salaires ou leurs revenus,

un impôt additionnel de la sécurité de la vieillesse prévu à la loi de l'impôt sur le revenu du Canada alors en vigueur pour s'assurer le droit à la pension de vieillesse.

Il ne s'agit donc pas d'une question de riches, ni de pauvres mais du droit à la pension de vieillesse, d'un dû acquis de plein droit aux bénéficiaires en question, ceux-ci ayant, comme il est

expliqué plus haut, dû payer pour avoir droit à cette pension.

Etant donné l'ampleur du déficit du gouvernement canadien l'on comprend à juste titre celui-ci de vouloir réexaminer l'universalité des programmes sociaux mais ce faisant, le gouvernement fédéral devra tenir compte des droits acquis.

Mais ces bénéficiaires de la pension de vieillesse ont raison de craindre que le gouvernement

canadien ne profite de ce réexamen pour tout simplement les dépouiller de leurs droits acquis. Somme toute, ils trouveraient injuste un tel comportement et n'accepteraient jamais d'être traités de la même manière que ceux qui n'ont en aucun temps contribué d'une façon spéciale à la caisse de sécurité de vieillesse du Canada. Ce n'est que justice!

De toute façon, il semble bien que Monsieur Mulroney se soit fait une idée assez simpliste du fonctionnement des programmes sociaux universels du Canada.

Sait-il au moins que la loi de l'impôt sur le revenu du Canada a longtemps comporté des dispositions relatives à "un impôt additionnel de la sécurité de la vieillesse"?

Pierre Dufresne fut à coup sûr ce "monstre sacré" dont nous conserverons un perpétuel et savoureux souvenir. Le jeu intense d'une dramatique peut-il affecter un acteur au point de transformer l'essence même de sa propre identité et le conduire à une perception réaliste de sa destinée? Quelques rares acteurs affirment avoir vécu ce phénomène qui éveilla en leur esprit un concept de vie propice à un nouvel idéal.

Germain Pinard St-Charles de Bellechasse

Rétablir la peine de mort

Comment peut-on rester indifférent devant ce meurtre aussi crapuleux et lâche que celui du petit innocent, Maurice Viens? Comment peut-on ne pas être révolté devant cette atrocité, dans un monde supposément évolué et civilisé? Quel être immonde a pu commettre un acte semblable?

et du viol) existera de façon aussi libérale, ces monstres ne chercheront qu'à mettre tout ça en pratique.

Nous avons des enfants et nous voulons les garder sains et saufs car nous les aimons.

La vie vécue et sa rançon

Le vécu de l'homme est l'effet de sa formation personnelle, de sa force de volonté, et aussi, hélas, de son ambition...

Une maxime bien connue qui s'énonce comme suit: "L'ambition fait souvent périr son maître" demeure très véridique. Nous fûmes tous témoins du décès prématuré du célèbre acteur Pierre Dufresne, fort estimé de nombreux citoyens. Cet interprète de qualité s'est fait surprendre en "flagrant délit" de parfaire un exceptionnel prestige et d'acquiescer une fortune fort alléchante. Il fut victime presque assurément de sa propre ambition, car celle-ci obnubile souvent l'intime capacité d'un jugement relatif à un projet anticipé. D'autres observateurs opi-

Si la peine de mort est la seule façon de faire peur à ces bêtes, eh bien nous la voulons pour faire justice à tous ces innocents.

Aline Roy Neufchâtel

nécessaires aux divers conditionnements habilement structurés pour maintenir notre société dans une dominante dépendance des dieux de l'art et du sport...

Ces "monstres sacrés" sont-ils

Paul-A. Demers Québec

Questions au ministre du Tourisme

(Lettre adressée au ministre du Tourisme, M. Marcel Léger).

Le 25 septembre dernier, le premier ministre Lévesque annonçait votre nomination au poste de ministre délégué au Tourisme. Du même coup était annoncée la création d'un nouveau ministère du Tourisme (...)

Cette décision survient à un moment où l'on cherche encore la vocation touristique du Québec. De fait, l'avènement d'un ministère du Tourisme incite à la réflexion quant aux fonctions que doivent assumer les pouvoirs publics dans le développement de ce secteur d'activités dans la province. Ainsi, que fera cette nouvelle structure à propos du dossier chaud de la coordination entre les divers intervenants du milieu? Quelles orientations seront privilégiées par les nouveaux dirigeants du tourisme québécois?

Nul doute que la venue de cette nouvelle structure attirera le débat entre les tenants de la concentration et ceux de la déconcentration. La création d'un ministère unique qui concentre les fonctions touristiques qu'assume l'Etat, permettra-t-il d'arriver à un consensus sur l'orientation générale à donner au développement touristique? Une nouvelle structure remplissant le rôle de concertation et de coordination entre les multiples intervenants touristiques, ne serait-elle pas appropriée à la situation que l'on vit actuellement? Cette concertation est vitale dans l'élaboration d'une planification efficace du secteur touristique.

Présentement, il n'existe aucune donnée fiable qui permette d'évaluer l'ampleur de ce secteur. Ceci est dû en grande partie au

manque d'uniformité dans la définition même du tourisme, à la multiplicité des intervenants et à la nature de cette activité souvent mal perçue. Il est important de mettre de l'ordre dans tous ces chiffres correspondant à divers indicateurs socio-économiques de ce secteur, tels: son pourcentage dans le PIB du Québec, le nombre d'emplois qu'il génère, les revenus ou les pertes provoqués par le flux de touristes, les statistiques sur les origines des visiteurs (...).

Ne serait-il pas souhaitable, afin de mieux connaître la dynamique de ce secteur et de cerner les grandes tendances qui façonnent son évolution, de mettre sur pied une cueillette d'informations continue et uniforme à partir d'un consensus sur les définitions sous-jacentes aux

données? Ceci impliquerait nécessairement une étroite collaboration entre les divers paliers gouvernementaux et le secteur privé.

En somme, il nous apparaît primordial que les enjeux qui entourent la formation d'un nouveau ministère du Tourisme suscitent un débat de fond auprès du public et des intervenants concernés. Le moment nous semble également propice à la détermination de l'orientation du développement touristique québécois.

Georges Arseneau Suzanne Marquis Normand Ouellet Martine Pigeon Gérald Pomeroy, Montréal Réseau d'action et intérêts touristiques Montréal

LA CONFESIONNALITÉ

Drôle de temps, drôle d'Eglise

Il y a des temps où il est bien difficile de rien comprendre à quoi que ce soit.

Le débat qui se poursuit depuis plusieurs années autour de nos écoles confessionnelles n'a rien de mystérieux. Une minorité réclame la déconfessionnalisation radicale. On s'attend à une protestation de l'Eglise. On se rappelle la lutte de nos évêques d'autrefois pour les écoles catholiques du Manitoba, du Keewatin, de l'Ontario, au nom des libertés démocratiques. On ne verra rien de tel aujourd'hui: l'interdiction des écoles catholiques était mauvaise quand les Anglais l'imposaient; elle est acceptable que le Québec l'impose à ses propres citoyens.

Monsieur Laurin a pris tout le temps et les moyens qu'il fallait pour dégager les vues de son gouvernement. Le Canada ayant accepté intégralement la Charte des droits de la personne, reconnaissant le droit à la confessionnalité scolaire; le Québec se devait de ne retenir de ces droits que le droit à un cours de religion à l'école (ce qui est toute autre chose). L'Eglise se tait toujours.

Enhardi par ce silence, Mon-

sieur Laurin poursuit et, se rappelant subitement la Charte des droits de la personne, signale que ce cours de religion (amélioré!) devra respecter les consciences individuelles. Il s'ensuit que le professeur de religion catholique ne pourra plus enseigner que Jésus-Christ est Christ (ou Messie) s'il y a un Juif dans la classe — et la liberté entendue comme elle l'est, qu'est-ce qui empêchera qu'il y en ait un, ou un Musulman qui, lui, protestera si on enseigne que Jésus est Fils de Dieu. L'Eglise se tait encore.

Enfin Monsieur Bérubé nous arrive avec des propositions sur lesquelles politiciens et commissaires d'école ne s'entendent pas encore et l'Eglise officielle s'empresse d'approuver un projet dont personne ne connaît au juste l'ultime teneur et dans lequel une seule virgule pourrait bien tout affecter. Quel empressement, Seigneur! et motivé par quoi?... Consécration d'une démission qui ne va pas se démentir et manquer de fidélité à elle-même! (...)

Edmond Robillard Montréal

Des fossoyeurs de l'école catholique

Je viens répondre à Mgr Vachon et à Mgr Couture qui approuvent la position et décision du ministère de l'Education en rapport avec le nouveau bill 3 concernant la vocation de l'école catholique.

Vous avez à nouveau scandalisé la population catholique du Québec. Vous donnez la preuve évidente et irrévocable que vous voulez remplir votre mandat jusqu'au bout, celui d'être les derniers fossoyeurs de tout le réseau des écoles catholiques au Québec.

Soyez sans crainte vous serez jugés et récompensés à vos mérites. Vous savez très bien que le nouveau bill 3 constitue simplement de la vieille marchandise dans un emballage neuf.

Vous reniez les directives claires et très précieuses données par le pape à Terre-Neuve le 12 septembre 1984:

"Il a toujours été difficile d'être chrétien et il est encore plus difficile d'être vraiment un enseignant chrétien, particulièrement si cet enseignant doit porter témoignage de l'intérieur d'un système séculier. Tous les âges présentent un nouvel ensemble de problèmes ainsi que de nouvelles occasions de prêcher l'amour rédempteur de Jésus-Christ. Vous êtes appelés à

apporter une compétence professionnelle et des normes élevées d'excellence à votre enseignement, d'influencer les étudiants à ce moment de l'histoire, de croire en foi et en amour."

Est-ce que vous y voyez là une volonté d'abandonner et de démolir tout un réseau d'écoles catholiques? Bien au contraire, le pape nous oblige à déployer plus de courage et plus d'audace selon que la situation est plus ou moins difficile.

Nous tous parents catholiques, nous sommes profondément déçus de reconnaître en vous, excellences, des supérieurs qui refusez de secondariser les efforts et les besoins de tout un peuple qui désire et réclame à grands cris la renaissance de tout un réseau d'écoles catholiques de par tout le Québec.

Le saint curé d'Arns ne craignait pas de dire: "Si j'avais à choisir entre fermer mon église ou fermer mon école, je fermais mon église et je continuerais à former de vraies bonnes vocations catholiques dans mon école."

La grande majorité de la population du Québec est très profondément déçue de votre manière d'agir et de votre prise de position publique.

Aurèle Grenier Saint-Hyacinthe

LE MONDE

Clark a prévu une évacuation

♦ OTTAWA (PC) — Qualifiant "d'improbable" une invasion américaine au Nicaragua, le ministre canadien des Affaires extérieures n'en a pas moins fait savoir, hier, qu'une évacuation des Canadiens était prévue par l'intermédiaire de l'ambassade des Etats-Unis à Managua.

Répondant aux journalistes, à l'extérieur des Communes, M. Joe Clark a déclaré qu'on était certain de la présence de 45 Canadiens dans ce pays d'Amérique centrale et qu'il devait sûrement s'en trouver d'autres.

M. Clark a lancé un appel à ces Canadiens inconnus pour qu'ils s'inscrivent à l'ambassade canadienne la plus proche, celle de San Jose au Costa Rica.

Mais, s'est empressé d'ajouter le ministre, le gouvernement "n'a aucune raison de croire qu'une invasion du Nicaragua soit imminente".

Réactions variées des Canadiens au Nicaragua

♦ MANAGUA (PC) — Inquiets, irrités ou au contraire optimistes, les Canadiens vivant au Nicaragua évaluent de bien diverses façons la gravité de la menace d'invasion américaine.

"Je ne suis pas nerveuse, bien que certains enfants soient effrayés", déclare Heather Sempie, originaire d'Ottawa et professeur d'anglais à l'École américaine de Managua. "Je suis convaincue qu'il n'y aura pas d'invasion, que les "bangs" supersoniques et les navires qui croisent au large de Corinto ne sont que des tactiques en vue de semer la peur."

Malgré l'état d'alerte imposé à travers tout le pays lundi et les préparatifs en vue d'une invasion, visibles un peu partout dans la capitale, "rien n'a changé à l'école", affirme-t-elle. "Aucun des enfants n'a été retenu à la maison par ses parents. Personne ne s'en va."

Mme Barbara Stewart, une Torontoise, est chargée de l'administration de l'École espagnole du Nicaragua. Pour elle, il ne fait pas de doute que l'invasion n'est qu'une question de temps.

"Les Etats-Unis, dit-elle, sont constamment à la recherche de prétextes pour envahir le pays. Pourtant les habitants aspirent à la paix par chaque fibre de leur être."

Fâchés

D'après Mme Stewart, qui vit au Nicaragua depuis un an, les gens "ne sont pas tant effrayés que fâchés. Et je suis fâchée aussi. Mais je ne me sens pas en danger physiquement. Il y a déjà eu six ou sept menaces d'invasion au cours de l'année dernière."

Quant à Jim Sutherland, il trouve toute la situation "déprimante". Natif d'Ottawa, il est responsable des projets d'apiculture de Care Canada au Nicaragua.

"Je ne pense pas que les Etats-Unis vont envahir, commente-t-il, parce que je ne crois pas

17 bombes sautent au Chili

♦ SANTIAGO (d'après AFP et UPI) — Une voiture bourrée de dynamite a explosé hier soir près du ministère chilien de la Défense, quelques heures seulement après que pas moins de 16 attentats à l'explosif eurent secoué Santiago et six autres villes chiliennes, blessant trois personnes et causant d'importants dégâts matériels.

La voiture, un taxi, a sauté à environ 200 mètres des immeubles du ministère de la Défense, dans le centre de Santiago, peu après l'entrée en vigueur du couvre-feu de minuit. On ne rapporte pas de blessés.

Il s'agit de la première vague d'attentats depuis l'instauration de l'état de siège au Chili, le 6 novembre.

Trois piétons ont été blessés lors de l'explosion d'une bombe placée près d'un pylone électrique dans la ville de Rancagua, à 85 km au sud de la capitale chilienne. Deux autres explosions ont également eu lieu dans cette ville.

A Santiago, les sabotages ont visé deux banques, un véhicule et le local d'une organisation féminine dirigée par l'épouse du général Augusto Pinochet.

A Valparaíso et Vila del Mar, sur la côte, quatre attentats ont endommagé des installations électriques et téléphoniques.

Deux charges de dynamite ont également visé un commerce à Curico et des installations électriques à Coronel, deux villes situées au sud du pays. Toujours dans le sud, à Concepcion, les attentats ont endommagé deux magasins et des installations téléphoniques.

La police a procédé à une trentaine d'arrestations.

Protestations

En dépit des mesures répressives découlant de l'état de siège, l'opposition politique et syndicale a décidé d'organiser une nouvelle "protesta" les 27 et 28 novembre. Il s'agira, selon les organisateurs, de la réponse du peuple chilien à la répression exercée par le gouvernement, aux perquisitions dans les bidonvilles, aux relégations et à l'incapacité du régime à apporter des solutions aux problèmes que connaît le Chili.

Pour sa part, l'archevêque de Santiago, Mgr Juan Francisco Fresno, a appelé hier tous les catholiques chiliens à une journée de jeûne et de prière le 23 novembre, en réponse à la crise qui secoue le Chili et à l'état de siège.

Il s'agit d'une initiative sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir du général Pinochet en 1973.

En raison de la censure instaurée par le régime, l'appel de l'Eglise n'a pu toutefois être diffusé par les médias. Mais il sera lu dimanche dans toutes les églises du pays.



M. Arturo Cruz a souhaité, hier, que les Etats-Unis accordent une "période de grâce" au président nicaraguayen Daniel Ortega.

Un leader de l'opposition plaide en faveur d'Ortega

♦ SAN JOSE, Costa Rica (UPI, AFP) — Un leader de l'opposition nicaraguayenne a demandé, hier, aux Etats-Unis d'accorder "une période de grâce" au président Daniel Ortega pour lui donner le temps de modérer certaines politiques du gouvernement sandiniste.

M. Arturo Cruz, un ancien membre du gouvernement sandiniste, a dit qu'il jugeait que la détérioration constante des relations entre Washington et Managua et la croissance "considérable" des forces rebelles au Nicaragua pourraient pousser M. Ortega, récemment élu président, à prendre des mesures pour écarter les éléments les plus intransigeants de son régime, à augmenter les "libertés politiques" et à tenter de résoudre les conflits entre son pays et les nations voisines d'Amérique centrale.

Lors d'une conférence de presse à San Jose, M. Cruz a avancé la possibilité que M. Ortega limoge son ministre de l'Intérieur Tomas Borge, considéré comme l'un des durs du régime de Managua.

M. Cruz, qui a démissionné comme ambassadeur du Nicaragua à Washington pour protester contre les politiques de gauche des sandinistes, a

dit que M. Ortega était associé à une faction plus modérée qui avait déjà démontré sa volonté d'accepter le pluralisme et de faire des compromis.

Le leader de la Coordination démocratique a ajouté qu'il croyait que M. Ortega "ferait un effort pour essayer d'obtenir la réconciliation nationale". M. Cruz a dit toutefois douter du succès éventuel de tels efforts.

M. Cruz a aussi demandé à Washington de mettre fin à son aide aux rebelles, précisant qu'en contrepartie l'aide des pays socialistes au Nicaragua devait également se terminer.

Le jeu de Moscou

M. Alfredo Cesar, coordinateur du Mouvement sauvetage et coordination nationale (MCRN nicaraguayen), groupe d'opposition civique dont est issu M. Cruz, a manifesté de son côté son opposition à toute intervention militaire américaine au Nicaragua.

Une telle action, a estimé M. Cesar, serait faire le jeu de Moscou et du communisme international qui disposeraient ainsi d'un peuple martyr et pourrait ainsi contrebalancer les effets négatifs de l'invasion soviétique de l'Afghanistan.

M. Cesar, qui vient de rentrer au

Costa Rica après un séjour aux Etats-Unis, s'est déclaré préoccupé par l'attitude éventuelle des faucons de l'entourage du président Ronald Reagan et souhaité qu'ils ne réagissent pas en fonction d'une "perspective simpliste".

Position française

Le ministre français des Relations extérieures, M. Claude Cheysson, a affirmé, hier, que la violation de l'espace aérien du Nicaragua était injustifiable et que celle de la souveraineté de ce pays serait "hautement condamnable".

Répondant devant le Parlement à la question d'un député communiste sur l'attitude de la France face "au risque d'intervention des Etats-Unis" au Nicaragua, le ministre a estimé que les livraisons de matériel militaire — défensif, selon Managua, a-t-il rappelé — ne sauraient "justifier certains abus qui ont incontestablement été commis en particulier dans la violation de l'espace aérien nicaraguayen".

M. Cheysson a cependant jugé que "rien ne permet de penser que nous allons à des événements plus graves et qui seraient hautement condamnables, telle que la violation de la souveraineté de ce pays".

KENWOOD

CHAÎNE STÉRÉO

12 VERSEMENTS DE **54.50** taxe incluse

- Récepteur Kenwood KR-910B AM/FM stéréo
- Magnétophone à cassette Kenwood KX-32B Dolby Métal
- Tourne-disque Kenwood KD-12RB semi-automatique, cartouche incluse
- Enceintes acoustiques NR-821, 2 voies

SEULEMENT **599⁹⁵**

PIONEER

CHAÎNE STÉRÉO 80 WATTS

12 VERSEMENTS DE **81.66** taxe incluse

- Syntonisateur Pioneer F-50, AM/FM stéréo
- Amplificateur Pioneer A-30, 80 watts total
- Magnétophone à cassette CT-10, Dolby - Métal
- Tourne-disque Pioneer PL-2 semi-automatique, cartouche magnétique incluse
- Enceintes acoustiques Kenwood 100 watts
- Cabinet sur roulettes avec porte vitrée

SEULEMENT **\$899**

JUSQU'À

12 MOIS SANS INTÉRÊT

(sur chaîne stéréo)

LUXMAN

UNE PETITE MERVEILLE

12 VERSEMENTS DE **117.99** taxe incluse

- Récepteur Luxman R-5030 AM/FM stéréo de grande précision, 70 watts total
- Magnétophone à cassette Luxman K-210 Dolby - métal
- Tourne-disque Luxman PD-200 semi-automatique, cartouche incluse
- Enceintes acoustiques Luxman LX-105, 2 voies, 100 watts

SEULEMENT **\$1 299**

KENWOOD

12 VERSEMENTS DE **99.83** taxe incluse

\$1 099

CABINET INCLUS

Succès complet de la mission de Discovery

◆ **CAP CANAVERAL (UPI)** — L'équipe de récupération de satellites de "Discovery" a accompli, hier, avec succès sa deuxième mission en capturant le satellite "Westar 6" qui est allé rejoindre le satellite "Palapa B-2" dans la soute de la navette spatiale.

L'astronaute Joseph Allen a encore été la vedette de cette deuxième manoeuvre de récupération. Perché à l'extrémité du bras-robot de la navette, Allen a servi de "crochet humain" pour tenir le satellite que son collègue Dale Gardner était allé "harponner" dans son fauteuil à réaction.

Durant plus de 90 minutes, Allen a tenu le satellite de 1,098 livres à bout de bras, pendant que Gardner, revenu dans la soute de la navette, installait le socle d'amarrage de "Westar 6".

Avec Anna Fisher aux contrôles du bras-robot de fabrication canadienne et David Walker supervisant la manoeuvre à partir d'une des fenêtres de la cabine, Allen et Gardner n'ont eu aucune difficulté à installer "Westar 6" à côté de l'autre satellite qui avait été récupéré lundi. Le tout s'est fait en cinq heures et demie.

Les astronautes doivent revenir sur terre demain matin, fiers d'avoir réussi à récupérer les deux satellites dont la valeur est estimée à \$70 millions. "Discovery" doit se poser

sur une piste du centre spatial Kennedy, à environ 10 km de l'endroit du lancement de la navette, jeudi dernier.

Résultat obtenu

Même si, lors d'une mission précédente dans l'espace, des astronautes avaient pu récupérer et réparer un satellite dans l'espace sans le ramener sur terre, le succès de la mission de "Discovery" réside dans le fait que c'est la première fois que des hommes ont pu récupérer des satellites que des assureurs avaient considérés comme "perte totale" en raison du mauvais fonctionnement de leur système de propulsion. Seuls les Etats-Unis possèdent actuellement cette capacité de récupération.

Assureurs enchantés

"Nous sommes tout simplement enchantés d'être les bénéficiaires d'une telle démonstration d'habileté et d'excellente technique", a déclaré, hier, M. Stephen Merrett, chef du groupe d'assureurs britanniques qui ont financé une partie de la mission de récupération.

"Il y a littéralement des centaines de compagnies d'assurance qui vont profiter du succès de cette mission", a ajouté M. Merrett, notant que la preuve avait été faite que des sa-

tellites pouvaient être récupérés, réparés et revendus pour couvrir en tout ou en partie les pertes des assureurs.

Mains gantées

M. Gerald Griffin, un ancien directeur de missions spatiales qui dirige maintenant le Centre spatial Johnson à Houston, a dit que l'équipage de "Discovery" avait démontré qu'il ne fallait pas sous-estimer ce qui pouvait être accompli dans l'espace.

"Nous avons découvert que, sans équipement sophistiqué, des astronautes, avec la force de leurs mains gantées, pouvaient facilement manoeuvrer de lourds objets et ce avec précision", a dit M. Griffin.



Au début de la manoeuvre de récupération de "Westar 6", l'astronaute Dale Gardner a utilisé son fauteuil à réaction pour se rapprocher de la masse cylindrique du satellite en panne.

L'URSS dénonce la poursuite des essais de missiles anti-satellite

◆ **WASHINGTON (UPI, AFP)** — L'Union soviétique a protesté, hier, contre le deuxième essai par les Etats-Unis d'un missile anti-satellite, en réitérant son appel pour des négociations visant à interdire de telles armes.

Le Pentagone a annoncé hier, dans un communiqué, que le deuxième test de ce missile, l'"ASAT", s'était déroulé avec succès dans la nuit de mardi à mercredi, depuis la base de Vandenberg, en Californie.

"Obsédé par le désir d'étendre la course aux armements à l'espace pour obtenir la supériorité militaire, le Pentagone continue ses essais de missiles anti-satellite", a commenté l'agence soviétique TASS.

L'agence a rappelé que le président Constantin Tchernenko avait proposé un moratoire sur les tests de ces missiles dès que des négociations pourraient commencer à leur sujet entre Washington et Moscou.

De son côté, la Maison-Blanche a réaffirmé hier qu'elle est prête à discuter avec l'URSS d'un tel moratoire mais que le programme d'essais se poursuivrait tant que des négociations n'auront pas été engagées.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Larry Speakes, a rappelé que les Etats-Unis n'imposent, quant à eux, aucune condition préalable à de tels pourparlers.

Deuxième essai

Le 21 janvier, l'armée de l'air américaine avait déjà procédé à un premier essai de l'"ASAT", mais il ne s'agissait alors que de vérifier le bon fonctionnement du système de propulsion de ce petit missile à deux étages, largué d'un intercepteur "Eagle" volant à très haute altitude. Le but du test de cette semaine, a précisé le Pentagone, était de calibrer les instruments de guidage infra-rouge de l'engin. Pour cela, le mini-ordinateur de l'"ASAT" avait été programmé pour viser une source d'émissions infra-rouges, en l'occurrence une étoile. En mai, le Congrès américain a interdit les essais contre des cibles réelles (ballons ou satellites) aussi longtemps que les Soviétiques continueront à respecter le moratoire volontaire, qu'ils se sont imposés dans ce domaine.

L'"ASAT" actuel peut atteindre un satellite se trouvant à 16,000 km d'altitude. Doté d'un troisième étage, le missile verrait son rayon d'action porté à 36,000 km d'altitude.

Les Soviétiques possèdent un système d'arme anti-satellite mais leur missile est beaucoup moins sophistiqué que l'"ASAT". Il s'agit d'un missile intercontinental SS-9 modifié, dont l'ogive détruit sa cible en explosant à proximité et en la criblant de billes d'acier. Pour cela, il doit cependant effectuer un minimum d'une révolution autour de la Terre et perdre ainsi un temps précieux. De plus, selon des experts, sa portée ne serait que de 5,000 km d'altitude et les essais déjà effectués auraient prouvé que l'arme n'était pas fiable.

Aide américaine à la modernisation de bases turques

◆ **ANKARA (AFP)** — Les Etats-Unis vont procurer à la Turquie des systèmes de défense aérienne d'une valeur de \$60 millions, qui seront installés sur au moins deux bases turques de l'OTAN, a annoncé, hier, à Ankara le secrétaire-adjoint à la Défense pour les affaires de sécurité internationale, M. Richard Perle.

Au cours d'une conférence de presse, hier, M. Perle a également indiqué que les bases seront équipées de missiles britanniques Rapier dont le nombre sera déterminé après négociation avec la Grande-Bretagne.

L'une des bases équipées sera CdIncerlik (sud-est de la Turquie), tandis que la seconde reste encore à déterminer par les autorités militaires turques.

L'accord sur ces systèmes de défense aérienne a été conclu à Ankara au cours de la 5ème réunion du groupe de défense américano-turc à laquelle a participé mardi M. Perle.

M. Perle a par ailleurs fait le point sur la modernisation des 11 aéroports militaires de l'OTAN en Turquie.

Priorité a été donnée à la modernisation de deux bases de l'est du pays, Mus et Batman, pour l'équipement desquelles Washington a avancé \$37 millions et Ankara \$18 millions. Le coût de ces deux projets de modernisation est évalué à \$90 millions.

La Chine met au point de nouveaux types de missiles

◆ **PEKIN (AFP)** — La marine de guerre chinoise sera équipée dans les prochaines années de missiles guidés supersoniques, volant à très basse altitude et d'une grande précision, ainsi que d'un nouveau type de missile balistique, a affirmé, hier, l'agence en langue chinoise Nouvelles de Chine.

Ces nouveaux missiles sont actuellement mis au point par les ingénieurs chinois et utiliseront les dernières techniques dans ce domaine, dont la micro-électronique, a ajouté l'agence, qui ne précise pas ses sources.

La marine chinoise, a souligné Nouvelles de Chine, sera équipée de cette nouvelle génération de missiles pour le 40ème anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, en 1989.

La mise au point de missiles par les ingénieurs chinois a commencé à la fin des années 50 et la Chine produisait ses premiers missiles de protection côtière à peine 10 ans plus tard.

La clef de Sol

2, rue Saint-Jean (angle Salaberry) 524-8431

La meilleure place en ville

FOUR MICRO-ONDES

PIONEER \$497

RADIO PORTATIVE
hauts-parleurs détachables

FLAT WOOFER
DYNAMIC SOUND

FOUR MICRO-ONDES

SANYO \$498

GRATUIT A L'ACHAT

- Un beau jambon Lafleur
- Un cours de cuisson
- Un superbe gâteau Clef de Sol

COMMENCEZ A

PAYER

EN

MARS 1985

SEULEMENT

FOUR MICRO-ONDES

Panasonic

A CONVECTION

AUTO SENSEUR

PLATEAU ROTATIF

GENIUS

GRATUIT A L'ACHAT \$50 D'ÉPICERIE

VIDÉO

SANYO BETA VIDÉO

A PARTIR DE \$499 Carte de membre incluse

FISHER

TÉLÉVISEURS

MARQUE DE QUALITÉ GARANTIE DE 3 ANS

| | |
|--|-------|
| 14 po. couleur | \$278 |
| 20 po. couleur | \$359 |
| 20 po. couleur Télécommande 105 canaux | \$459 |
| 26 po. couleur Meuble | \$597 |

Panasonic VHS

MITSUBISHI VHS

LE MONDE

Pacte baleinier américano-nippon très contesté

◆ TOKYO (AFP) — Washington et Tokyo ont conclu un accord destiné à mettre fin à la pêche à la baleine d'ici à 1988, mais ni les milieux baleiniers japonais ni les écologistes américains n'en sont satisfaits, pour des raisons diamétralement opposées.

L'accord, annoncé à Washington mardi par le secrétaire américain au Commerce Malcolm Balbrige, stipule que le Japon pourra continuer de chasser 400 unités par an en 1984 et 1985, 200 unités par an les deux années suivantes et qu'il cessera de le faire à partir de 1988.

L'accord fait également obligation au Japon de souscrire d'ici à la fin de l'année à l'interdiction totale de la chasse à la baleine décidée à compter de cette date par la Commission baleinière internationale (IWC).

Jugeant cet accord "sévère (pour le Japon) et difficile à comprendre", le porte-parole de l'Association baleinière japonaise, M. Kunio Arai, a déclaré hier: "Il n'est pas juste que les Etats-Unis étendent au Japon le champ d'application de leurs propres lois".

Poussé par les mouvements écologistes soucieux de préserver une espèce animale en danger, Washington fait peser sur le Japon la menace d'amener à cesser de pêcher la baleine dès 1988, la menace d'une réduction des quotas annuels qu'il lui octroie dans les eaux américaines.

Le chapitre américain de l'organisation de défense de la nature Greenpeace, a déploré qu'aux termes de l'accord nippo-américain, le Japon soit autorisé à continuer de chasser la baleine pendant trois ans.

Greenpeace-USA a demandé à la justice fédérale américaine que les quotas réservés aux baleiniers japonais soient immédiatement réduits.

Japon: nouvelle menace au cyanure

◆ TOKYO (AFP) — Le mystérieux groupe de "L'homme aux 21 visages", auteur d'un chantage au cyanure contre le fabricant japonais de bonbons Morinaga, a également tenté de faire chanter une autre société de produits alimentaires, a-t-on appris hier.

Selon un porte-parole de la firme Marudai, spécialisée dans le jambon en conserve, le groupe lui a adressé, le 3 juillet, une lettre la menaçant d'empoisonner ses produits si elle ne payait pas une rançon de 60 millions de yens (\$250,000 US).

La firme a refusé de se plier au chantage et a informé la police de cette affaire, a ajouté le porte-parole.

Dix-huit boîtes de la marque Morinaga contenant des bonbons empoisonnés au cyanure ont été retrouvées dans des supermarchés japonais. Le gang a menacé d'en déposer 30 autres si la firme Morinaga ne lui verse pas une rançon de 100 millions de yens, (\$400,000), ce qu'elle refuse de faire.

AVIS

ECONOMISEZ DEUX FOIS PLUS

à l'achat des deux articles ADAM déjà offerts en solde à la page 32 de la circulaire Zellers de Noël, en vigueur du 14 au 17 novembre.

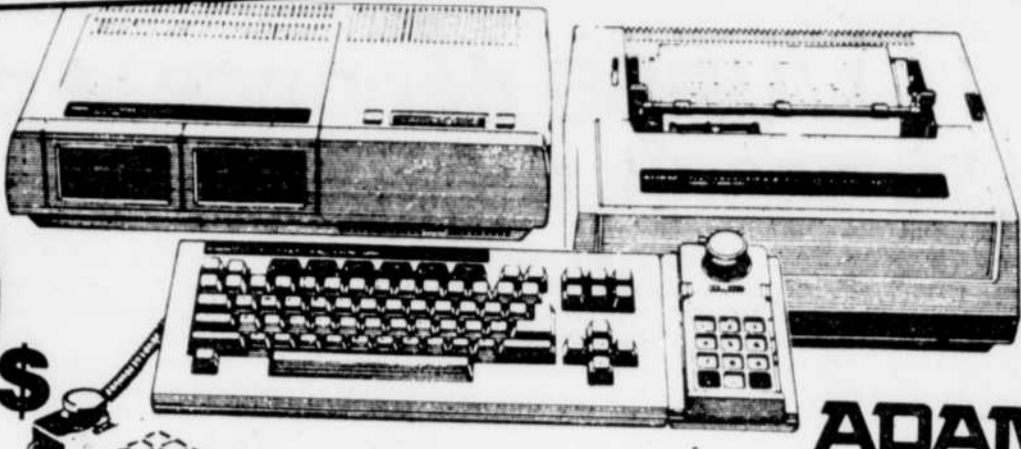
VOICI NOS NOUVEAUX BAS PRIX FANTASTIQUES!

Système informatique ADAM*
Prix annoncé 988\$

Nouveau prix

499\$

PAS DE BON D'ACHAT DIFFERÉ



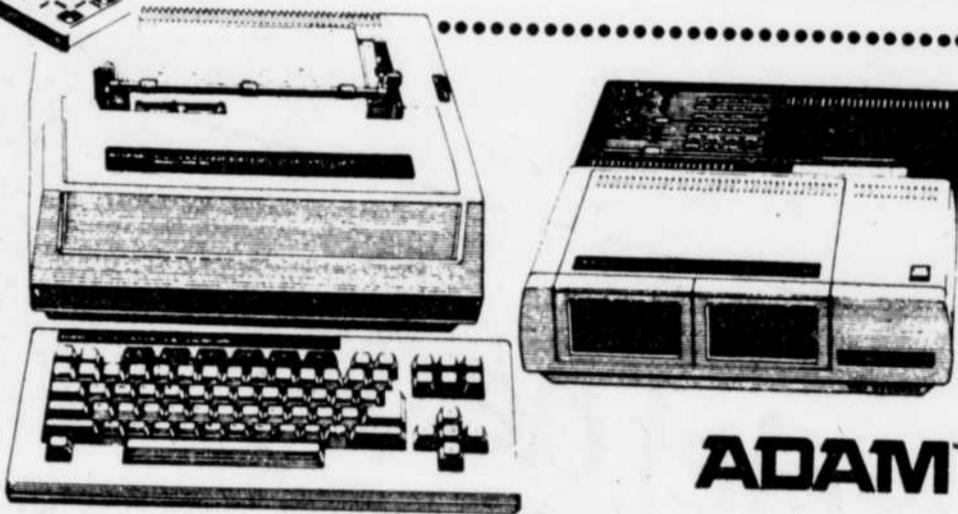
ADAM™

Module 3 ADAM*
Prix annoncé 788\$

Nouveau prix

349\$

PAS DE BON D'ACHAT DIFFERÉ



ADAM™

Zellers

Place Laurier, 2700, boul. Laurier, Ste-Foy • Place Fleur de Lys, 550, boul. Wilfrid-Hamel, Québec
Carrefour Beauport, 3333, rue Clémenceau, Beauport • Carrefour Neufchâtel, 200, l'Auvergne, Neufchâtel.
HEURES D'AFFAIRES: Lundi au mercredi, 9h30 à 17h30. Jeudi et vendredi, 9h30 à 21h. Samedi, 9h30 à 17h.

FOURRURES EN VEDETTE

ACHATS SPECIAUX A PRIX REDUITS

Une occasion formidable vous attend chez Fourrures PREMONT. Nous avons acheté une collection de manteaux de fourrure de très haute qualité provenant du réputé spécialiste "Maritime Furriers". Ces manteaux vous sont offerts à des prix vraiment exceptionnels. Des économies de 300\$, 500\$, 800\$ et même 1 000\$ par manteau.

SEUL ET UNIQUE DE LA COLLECTION

| | | | |
|-------------------------------|---------|--------------------------------|---------|
| Borego - col renard | 1 298\$ | Vison croisé et renard beige | 3 198\$ |
| Renard teint lynx | 2 298\$ | Castor blanc teint huitre | 3 198\$ |
| Chat lynx | 2 498\$ | Vison saphir | 3 498\$ |
| Vison ranch et renard noir | 2 498\$ | Bassarich et vison blanc | 3 898\$ |
| Nutria garni renard | 2 798\$ | Vison coloris "McKenzie River" | 4 298\$ |
| Phoque d'Alaska garni renard | 2 798\$ | Renard roux du Québec | 4 698\$ |
| Vison acajou - renard cristal | 2 898\$ | Vison blanc insertions fitch | 4 998\$ |
| Vison teint blé et renard | 2 998\$ | Vison blanc ombragé brun | 4 998\$ |
| Vison brun croisé | 3 198\$ | Vison bleu iris | 5 298\$ |
| Vison croisé argent | 2 998\$ | Lynx canadien | 7 298\$ |

| MANTEAUX | à partir de | MANTEAUX | à partir de |
|-----------------------|-------------|--------------------------------|-------------|
| Rat musqué naturel | 1 298\$ | Castor long poil | 1 898\$ |
| Vison travaillé oval | 1 498\$ | Vison ranch peaux allongées | 1 998\$ |
| Castor rasé | 1 498\$ | Renard roux Mongolie | 2 198\$ |
| Rat musqué teint noir | 1 298\$ | Rat musqué allongé | 1 998\$ |
| Chat sauvage | 1 398\$ | Phoque d'Alaska | 2 298\$ |
| Renard norvégien | 1 898\$ | Castor - Réserves du Québec | 2 798\$ |
| Loup - coyote | 1 898\$ | Vison femelles peaux allongées | 3 498\$ |

| JAQUETTES | à partir de |
|----------------------|-------------|
| Renard teint lynx | 998\$ |
| Renard norvégien | 998\$ |
| Castor long poil | 998\$ |
| Vison brun croisé | 1 198\$ |
| Chat sauvage | 1 298\$ |
| Renard roux Mongolie | 1 298\$ |
| Vison ranch | 1 998\$ |

LA QUALITE A VOTRE PORTÉE

Les FOURRURES
Premont INC.
125, rue St-Joseph est
524-3541
STATIONNEMENT A COTE DU MAGASIN



RABAIS DE
25% à 35%
sur tout notre stock de
CHAPEAUX

SUJET A VENTE
PRÉALABLE

MISE DE
CÔTÉ
SANS
INTÉRÊT

Cher nous, la différence c'est le service.

Spécialité: MAILLOTS
(à la suite d'une mastectomie)

Conseillers diplômés de grande expérience
Couturiers pour correctifs et réparations
Livraison par poste dans tout le Québec Metro
2 heures de stationnement gratuit

SERVICE MEDICAL SUPPORTS ORTHOPEDIQUES
Service **CAMP** Autorisé
Prothèses Amoena - Soft'n Satin - Tru Life
Un des salons les plus complets du genre au pays.

SALON Geneviève Morel inc.
287, rue St-Joseph est
De bas avec la Bibliothèque municipale
522-1504

50 ANS

TOLE GAUFREE DE QUEBEC INC.
49, MARIE DE L'INCARNATION
QUEBEC, G1K 7Z8
TEL.: 681-6221 - TELEX: 051-2337

MATERIAUX - QUINAILLERIE - TOLE

NOUS AVONS POUR VOUS CETTE SEMAINE:

HOTTE DE CUISINIÈRE NU-TONE
Série H-28 avec sortie extérieure. Moteur à 2 vitesses — Choix de 4 couleurs. Régulier: 1575
9777\$

ENSEMBLE D'OUTILS
pour foyer et poêle à bois.
Acier fini noir mat.
4 morceaux
Régulier: 34,955
2277\$

PERCEUSE-VISSEUSE
3/8"
Sans corde, à pile rechargeable.
Régulier: 79,955
5377\$

PELLE TRAÎNEAU 24"
Acier galvanisé et manche en acier
Régulier: 22,955
1877\$

Début du procès du "nouvel Hitler" en RFA

◆ FRANCFORT (AP) — Le procès de Michael Kuehnen, celui qui a été baptisé le "nouvel Hitler" en RFA, a commencé hier, entouré d'importantes mesures de sécurité.

Ancien lieutenant de l'armée devenu le dirigeant d'un des plus grands groupes néo-nazis du pays, le Front national-socialiste, Kuehnen portait pour son entrée devant le tribunal une chemise noire et une veste en cuir.

Environ 150 personnes, pour la plupart des partisans de Kuehnen, se sont rassemblés dans le tribunal arborant des chemises noires et des insignes nazis.

Kuehnen s'était enfui en Suisse en mars 1983 pour échapper à la justice et a été extradé le mois dernier de France où il vivait depuis plusieurs mois.

Kuehnen et un autre militant nazi, Arndt Heinz Marx, lui aussi jugé, sont accusés d'avoir publié des textes de propagande appelant notamment à l'expulsion de tous les étrangers d'Allemagne. Ils risquent des peines allant jusqu'à trois ans de prison.

Kuehnen a déjà été condamné à quatre ans de prison en 1979 pour propagation d'idéologie nazie et incitation à la haine raciale. Il a été libéré en 1983.

Le procès doit durer une semaine environ.



Le néo-nazi Michael Kuehnen fait le salut des SS en entrant au tribunal.

Une brouille Prague-Vienne

◆ VIENNE (AFP) — L'Autriche veut éviter une escalade du conflit avec la Tchécoslovaquie provoqué par le rappel mardi, à Prague, de l'ambassadeur tchécoslovaque à Vienne, a déclaré, hier, M. Leopold Gratz, ministre des Affaires étrangères autrichien.

Le gouvernement tchécoslovaque a annoncé, mardi, le rappel provisoire de son ambassadeur à Vienne, M. Marek Venuta, pour protester contre une campagne antitchécoslovaque déclenchée, affirme-t-on à Prague, par l'Autriche à la suite de l'incident frontalier qui avait coûté la vie, le 30 octobre, à un réfugié tchécoslovaque.

Le gouvernement de Vienne a cependant conseillé à Prague de reporter à une date plus propice l'organisation d'une semaine culturelle tchécoslovaque prévue à Vienne au début du mois de décembre.

La fille de Staline Washington veut des nouvelles de la petite Olga

◆ MOSCOU (d'après UPI et AFP) — L'ambassade des Etats-Unis à Moscou a demandé hier aux autorités soviétiques de lui fournir des informations sur l'adolescente américaine que Svetlana Alliluyeva, la fille de Staline, a ramenée avec elle en URSS après un exil de 17 ans en Occident.

Svetlana Alliluyeva se trouve depuis quelques jours dans un hôtel du centre de Moscou où elle a été vue lundi et mardi, en compagnie de sa fille Olga, 13 ans, par les correspondants occidentaux.

L'hôtel "Sovietskaja", qui est d'habitude ouvert aux résidents étrangers, était bouclé hier et il était impossible d'y pénétrer sans être soumis à de sévères contrôles.

Le porte-parole de la mission américaine, M. Jaroslav Verner, a indiqué que l'ambassade avait demandé au ministère soviétique des Affaires étrangères de lui donner des nouvelles d'Olga, née aux Etats-Unis pendant les trois ans de mariage d'Alliluyeva avec l'architecte américain William Peters.

Selon M. Verner, la démarche américaine fait suite à une demande de M. Peters, qui désire avoir l'assurance que sa fille n'a pas été emmenée à Moscou contre son gré. Le diplomate n'a pas voulu préciser la nature des informations demandées.

Le 2 novembre dernier, un décret du Parlement soviétique avait annoncé le retour de l'exilée volontaire et indiqué qu'elle avait été réintégrée dans la citoyenneté soviétique, accordée également à sa fille Olga.



Le maire de Zamboanga était un membre influent de l'opposition au régime Marcos.

Opposant abattu aux Philippines

◆ ZAMBOANGA, Philippines (AFP) — Un opposant au régime du président philippin Ferdinand Marcos, Cesar Climaco, maire de Zamboanga (800 km au sud de Manille), a été abattu hier par un homme agissant seul, a indiqué la police.

Cesar Climaco, 68 ans, qui avait refusé de se couper les cheveux tant que le président Marcos resterait au pouvoir, a été tué d'une balle tirée par un pistolet de calibre .45 dans la nuque hier matin lorsqu'il inspectait un endroit ravagé par un incendie.

Cet assassinat semble "suivre une logique. Un par un, nos leaders sont éliminés, soit par balles, soit par manipulations électorales", a déclaré à l'AFP le président de l'Organisation démocratique nationaliste unie (UNIDO), principale organisation d'opposition, M. Salvador Laurel.

M. Laurel a souligné à cet égard que la Commission des élections avait récemment annulé les élections de trois parlementaires de l'UNIDO et a rappelé l'assassinat en octobre dans le sud du pays d'un journaliste d'opposition, le cinquième assassiné cette année.

À prix spéciaux, des manteaux à bourre de polyester pour la tenir au chaud quand vous n'y êtes pas!



Voici trois manteaux qu'elle appréciera pour leur confort, leur légèreté et la chaleur qu'ils procurent! Enveloppez-en un pour elle!

1. Manteau court à devant croisé. Extérieur en polyester et coton, avec de larges poches appliquées. Doublure et col contrastants. Mastic à doublure noir ou marine à doublure gris acier. Tailles 8 à 18.

Prix Eaton

109⁹⁹ ch.

2. Modèle tout polyester, avec glissière sous patte de boutonnage. Capuche amovible à cordon coulissant. Liséré, revers et patte contrastants. Avec ceinture. Rose garni étain, brun rôtie garni noir. Tailles 8 à 18.

Prix Eaton

119⁹⁹ ch.

3. Manteau tout polyester pour les tailles menues. Liséré contrastant sur le col croisé et la fermeture, capuche amovible à cordon coulissant, glissière dissimulée. Avec ceinture. Bleu militaire garni ardoise, étain garni rose. Tailles menues 6 à 16.

Prix Eaton

119⁹⁹ ch.



rotac **Toujours plus**
électronique inc.
2871, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy, Québec

- Platine tourne-disque Thorens TD 166 MK II
- Cassette Nakamichi MP II
- Amplificateur Harman/Kardon PM 640
- Enceintes B&W DM 220
- Supports d'enceintes B&W
- Super câblage 2-10 p. - Ultracable

=1215\$

FERMÉ LE LUNDI
Magasin 653-7768 Service 653-4972

Boutique de décorations de Noël chez Eaton...

La parenté est arrivée... Et vous êtes tout fin prêts à recevoir! Dans l'air flotte une bonne odeur de boustifaille... Et même la maison reflète l'atmosphère des Fêtes: partout on voit rubans et guirlandes, couronnes et bougies, pommes de pin et clochettes... Pour tous ces articles, venez faire un tour à la **Boutique des décorations de Noël**, chez Eaton!



EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

SAINTE-FOY QUÉBEC LÉVIS
Place Sainte-Foy Galeries de la Capitale Galeries Chagnon
653-9331 627-5811 833-7744

Menaka Gandhi va combattre Rajiv

◆ NEW DELHI (d'après AP et AFP) — Menaka Gandhi, belle-soeur et rivale politique de Rajiv Gandhi, s'est engagée, hier, à combattre le Parti du Congrès au cours des élections parlementaires du 24 décembre et à lutter contre la vague de sympathie à l'égard d'Indira Gandhi depuis sa mort.

"La vague de sympathie est surestimée et diminue déjà", a dit Menaka, 25 ans, qui affrontera le premier ministre indien Rajiv à Amethi, un district au nord de l'Inde.

Menaka a affirmé que les partis d'opposition avaient décidé de la soutenir face à Rajiv à Amethi. "Il est très important de détrôner le Parti du Congrès. Cela sera bénéfique au pays", a-t-elle déclaré en ajoutant qu'elle avait "une chance de l'emporter sur Rajiv".

Menaka est la veuve du plus jeune fils d'Indira Gandhi, Sanjay, le play-boy mort dans un accident d'avion en 1980. Elle avait rompu avec sa belle-mère en 1982 pour des différends politiques et personnels.

Campagne

Pour sa part, le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, a mis en route hier la machine électorale de son parti, le Congrès (I).

M. Gandhi a demandé à tous les dirigeants locaux du Congrès (I) de proposer d'ici à demain des listes de candidats dans lesquelles la direction du parti fera son choix, a indiqué l'agence de presse indienne PTI.

Le Congrès (I), qui détient actuellement 352 des 544 sièges au Lok-Sabha, la Chambre basse du parlement, a par ailleurs achevé de mettre en place dans les 22 Etats de l'Inde des comités électoraux dirigés par des responsables nationaux du parti.

Opposition

De leur côté, des représentants de plusieurs partis d'opposition n'ont pas réussi hier à s'entendre pour former une coalition face au parti de M. Gandhi, dont les observateurs prévoient une large victoire le 24 décembre.

Les partis du Congrès (S) (issu d'une scission au sein du Parti du Congrès I), du parti Janata,

du BJP, du DKMP (Parti des intouchables, des agriculteurs et des travailleurs fondé par l'ancien premier ministre Charan Singh) et des partis régionaux DMK et Telugu Desam ont abouti à la conclusion que d'éventuels accords de répartition des sièges avant les élections devraient être élaborés au niveau de chaque Etat et non au niveau national.

L'initiative de négociations nationales pour la formation d'une alliance de l'opposition avant les élections avait été lancée par M. Rama Rao, ancien acteur de cinéma et chef du Telugu Desam qui domine la province de l'Andhra Pradesh.



Menaka Gandhi annonçant sa décision d'affronter son beau-frère.

Policier sikh arrêté

◆ NEW DELHI (AP) — Dès le jour de l'assassinat de Mme Indira Gandhi, le 31 octobre, les autorités indiennes ont arrêté un policier de confession sikh, Jagtar Singh, qui serait mêlé à cette affaire, a-t-on appris, hier de source judiciaire.

Un magistrat de New Delhi, le juge Gagne, a rejeté hier sa demande de mise en liberté. Le parquet a expliqué au juge que Jagtar Singh, qui faisait partie des services de protection rapprochée de la première ministre, était mêlé "à la conspiration criminelle ourdie pour assassiner Mme Gandhi. Sa li-

bération générerait sérieusement l'enquête sur cette affaire".

L'avocat du policier arrêté a expliqué que son client n'était pas de service le jour de l'attentat et qu'il avait été arrêté à tort parce qu'il est de confession sikh.

C'est la première fois depuis l'assassinat de la première ministre indienne qu'on apprend la nouvelle d'une arrestation dans le cadre de l'enquête. Les deux tireurs avaient été neutralisés sur place même par les autres gardes du corps. L'un est décédé peu après, l'autre a été hospitalisé dans un état grave.

IMMORTALISEZ VOS PLUS BEAUX INSTANTS GRACE A UN APPAREIL-PHOTO DE CHEZ EATON

1. Pentax SLR 35 mm "Program Plus".

Prix Eaton **339⁹⁹** ch.

Objectif 50 mm f/1.7. Quatre modes d'exposition au choix. Viseur à affichage DEL facile à opérer.

2. Le "Sharpshooter" de Pentax.

Appareil 35 mm entièrement automatique: mise au point, exposition et flash automatiques.

Prix Eaton **149⁹⁹** ch.

3. Flash automatique Pentax 200T.

Pour les appareils "Program Plus".

Prix Eaton **99⁹⁹** ch.



Sud-Africains appréhendés

◆ JOHANNESBURG (AFP) — La police sud-africaine a annoncé hier avoir procédé à l'arrestation de 78 "éléments criminels", au deuxième jour d'une rafle opérée par plusieurs centaines de soldats et policiers dans la township noire de Tembisa (près de Johannesburg).

Par ailleurs, selon diverses sources, six dirigeants anti-apartheid et syndicalistes ont été interpellés hier au titre de lois sur la sécurité de l'Etat autorisant les détentions illimitées sans jugement.

Un porte-parole à l'état-major de la police à Pretoria a précisé que l'opération déclenchée mardi dans la cité-dortoir de Tembisa visait des auteurs de meurtres, de pillage, de vols et de vols, commis dans le cadre de récentes émeutes. Il a ajouté qu'elle serait levée une fois acquise l'assurance "d'un retour au calme".

Tembisa avait été en début de semaine dernière le théâtre des incidents les plus sérieux (7 morts) enregistrés dans le cadre d'une grève générale de 48 heures, au cours de laquelle 25 personnes ont été tuées dans la province du Transvaal.

Mme Helene Suzman, membre du parti blanc d'opposition libéral PFP (Parti fédéral progressiste) a estimé que l'intervention combinée de l'armée et de la police contribuerait à instaurer "le règne de la terreur".

La presse libérale de Johannesburg a sévèrement critiqué la nouvelle intervention combinée de l'armée et de la police, trois semaines après le bouclage de Sebokeng, Sharpeville et Boipatong (50 km au sud de Johannesburg) par 7.000 soldats et policiers, au cours duquel 359 habitants noirs du triangle du Vaal avaient été arrêtés.

Enfin, parmi les six responsables de l'opposition arrêtés hier figurent Pieroshaw Camay, secrétaire général du puissant Conseil des syndicats d'Afrique du Sud (CUSA — 140.000 adhérents), Kate Philip, présidente de l'Union nationale des étudiants sud-africains (NUSAS — 37.000 membres) et Victor Kgobe, responsable du Conseil des étudiants d'Afrique du Sud (COSAS).

Démission d'autres généraux argentins

◆ BUENOS AIRES (AFP) — Tous les membres du Conseil suprême des forces armées ont présenté, hier à midi, leur démission au ministre de la Défense Raul Borras, a annoncé l'agence privée "Noticias Argentinas".

Ces démissions font suite au refus du ministre de la Défense de soutenir publiquement le Conseil suprême des forces armées, qui a été fortement critiqué par divers secteurs politiques.

Le Conseil a été chargé d'analyser les responsabilités des chefs militaires du régime précédent dans l'organisation de la répression contre l'opposition et également d'examiner leurs agissements lors de la guerre anglo-argentine aux îles Malouines.

Deux officiers supérieurs avaient déjà démissionné cette semaine: lundi, le général Tomas Sanchez de Bustamante, suivi mardi par le général Jorge Filippini.

Un gros diamant

◆ GENÈVE (AFP) — Le troisième plus gros diamant bleu du monde, d'un poids de 42,92 carats, a été adjugé, hier soir à Genève, au cours d'une vente aux enchères organisée par Christie's pour un prix record de 4,6 millions de dollars par un souriant quinquagénaire, qui a refusé de révéler le nom de son commanditaire.

Le diamant vendu hier soir vient de Russie. Il avait été déposé chez le bijoutier Cartier en 1913 par un important homme d'affaires de Kiev, qui l'a fait monter en collier serti de 46 petits diamants aux teintes pastel. Le diamant bleu a quitté une seconde fois la Russie en 1916, avant la révolution. Son itinéraire depuis cette date a été gardé secret.



4. Vivitar EF 35. Un appareil 35 mm de maniement simple. Flash incorporé avec indicateur qui vous fait savoir quand vous en servir.

Prix Eaton **49.99** ch.

5. Zoom Vivitar 80-200 mm f/4.0.

Lentille zoom se réglant sur les supports Canon, Pentax et Minolta.

Prix Eaton **124.99** ch.

Pellicule Fujicolor

6. HR 100 couleur 135-24

Prix Eaton **3.05** ch.

7. HR disque 15-2

Prix Eaton **5.89** ch.

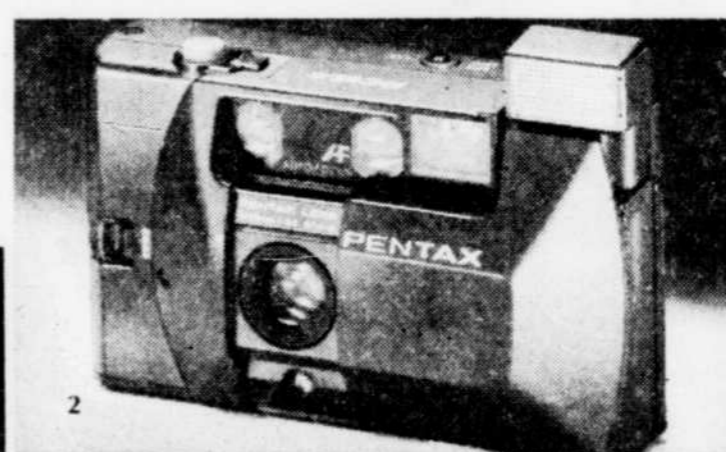
8. RD 135-36PI

Prix Eaton **10.69** ch.

Pellicule Fujichrome

9. RD 135-20PI

Prix Eaton **6.89** ch.



11. Album-photo. Gardez ces précieux souvenirs dans un album. Trois anneaux et 100 pages autocollantes.

Prix Eaton **16.99** ch.

12. Trépied Hakuba, à bretelles. Modèle à colonne

Prix Eaton **69.99** ch.

10. Cadres à rebord Intercraft pour vos photos. Votre choix

Modèle 1124-H22PK, 12,5 x 17,5 cm

Prix Eaton **10.99** ch.

Ou encore

Modèle 1124-LI, 20 x 25,5 cm.

Prix Eaton **7.99** ch.



13. Jumelles 7 x 35 ZWCF à grand angle

Prix Eaton **54.99** ch.

Les restaurants Eaton

Le fin du fin pour les clients gourmands.

Au plaisir du magasinage, ajoutez celui d'un repas délectable. Le service est courtois et les prix raisonnables. Faites une pause-gourmandise au cours de vos emplettes.

Développement de films:

Pour faire développer vos films pendant les Fêtes, apportez-les à votre magasin Eaton au rayon de la photo. Chez Eaton, nous utilisons le procédé de développement Limocolor sur papier Kodak pour un fini de qualité.



Credit accepté avec la carte Eaton. Les cartes American Express et Visa sont également acceptées.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX



Le brigadier général Mahmoud Tai Abu Dirgham (à gauche) a été élu hier chef d'état-major des forces armées libanaises. Ce poste qui est habituellement confié à un Druze est le deuxième en importance dans l'armée libanaise. Le général Abu Dirgham succède au général Nadim Hakim, tué dans l'écrasement de son hélicoptère, au mois d'août. Le général Michel Aoun, commandant de l'armée libanaise, se trouve à la gauche du général Abu Dirgham.

Reprise des négociations entre Israël et le Liban

♦ JERUSALEM (D'après AFP et AP) — Israël et le Liban reprennent aujourd'hui, après une suspension d'une semaine, leurs pourparlers militaires sur le retrait israélien du Sud-Liban, à la suite d'un compromis qui a permis aux deux parties de sauver la face.

Au terme de cinq jours de négociation sur la négociation, menée par l'intermédiaire de M. Jean-Claude Aimé, secrétaire général adjoint des Nations-Unies pour le Moyen-Orient, et de M. Richard Murphy, envoyé spécial des Etats-Unis dans la région, les deux parties ont annoncé hier, de façon laconique, qu'elles se retrouveraient à Nakoura, la ville frontalière au Sud-Liban qui

abrite le quartier général des "casques bleus" au Liban.

Le compromis

Israël a relâché trois des quatre dirigeants chiites, dont l'arrestation au cours d'une rafle à Saïda (capitale du Sud-Liban) avait provoqué l'ajournement des négociations par le gouvernement libanais.

Mais le principal responsable du mouvement chiite "Amal" pour le Sud-Liban, M. Mahmoud Faqih, "dont l'interrogatoire n'est pas achevé", selon le communiqué de l'armée israélienne, reste aux mains de celle-ci. Des sources au sein du mouvement "Amal" à Beyrouth ont affirmé que

M. Faqih serait libéré durant ou après la réunion des négociateurs à Nakoura.

Dans la capitale libanaise, on indiquait aussi de source bien informée que le Liban avait obtenu des "promesses", selon lesquelles Israël n'engagerait plus de poursuites contre les responsables politiques au Sud-Liban.

Sur les questions de fond (déploiement de la FINUL, rôle de l'armée du Sud-Liban équipée par Israël, arrangements de sécurité destinés à empêcher l'infiltration de commandos anti-israéliens), la suspension de près d'une semaine n'a pas permis l'émergence de nouvelles propositions dans les négociations.

Pressions dénoncées

Après leur libération, hier, les trois responsables du mouvement chiite ont affirmé avoir été soumis par l'armée israélienne à des pressions pour les amener à collaborer avec elle.

Au cours d'une conférence de presse à Saïda, MM. Mohammed Saleh, Hussein Abbdo et Mehlem Kanso ont dit que les services de renseignement israéliens les avaient "sondés" sur les possibilités de coopération de leur mouvement avec l'armée du Liban-Sud (ALS, milice créée, armée et financée par Israël). "Nous leur avons rétorqué que nous n'acceptons au Liban-Sud que l'armée libanaise", a dit M. Kanso.

L'armée libanaise

Par ailleurs, le Conseil des ministres libanais a décidé hier de déployer l'armée libanaise dans plusieurs régions du pays dont la route côtière menant de Beyrouth à la rivière Awali, au nord de la ville de Saïda.

Deux modèles pratiques qui vous aideront à sauver du temps et bien des énergies!

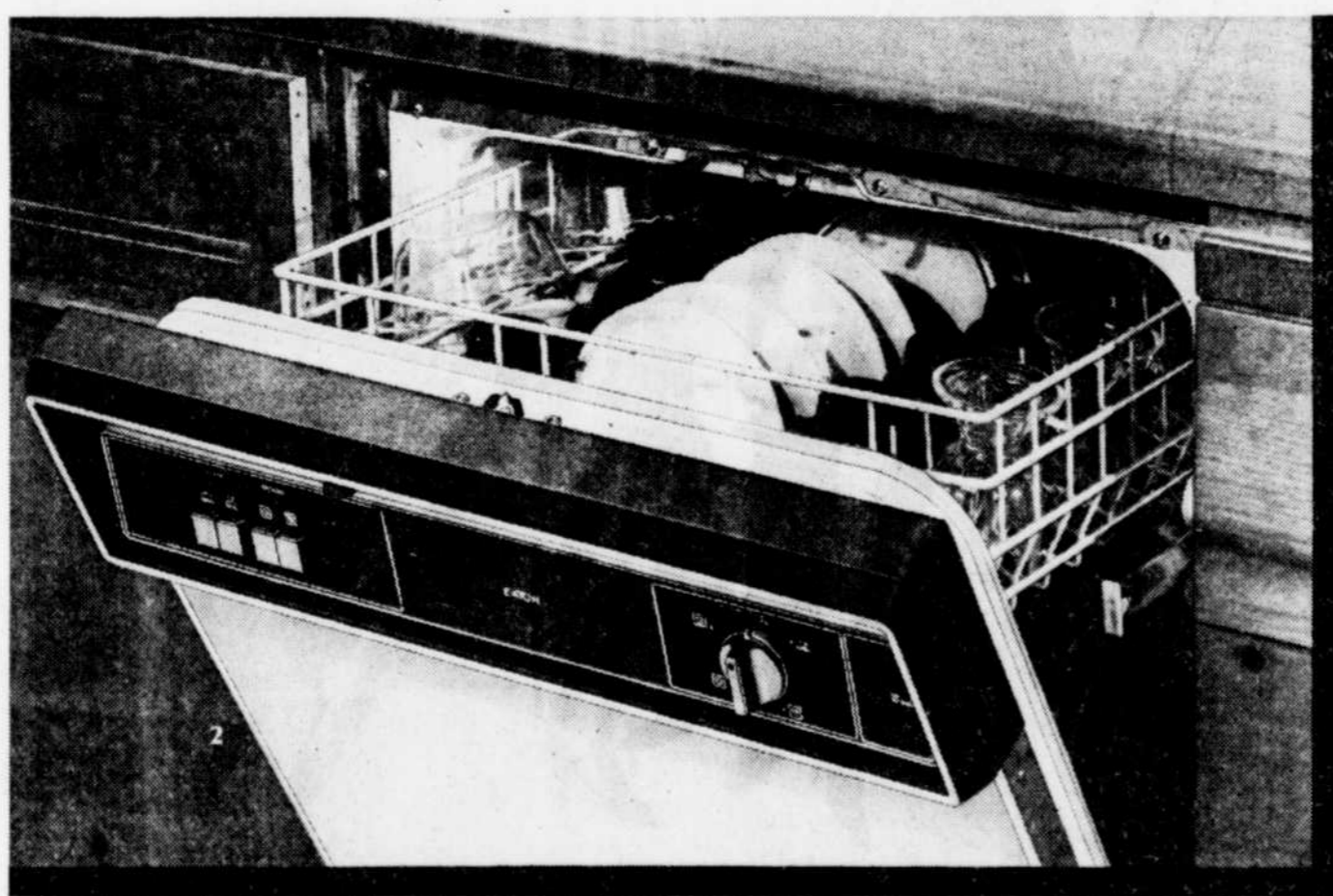
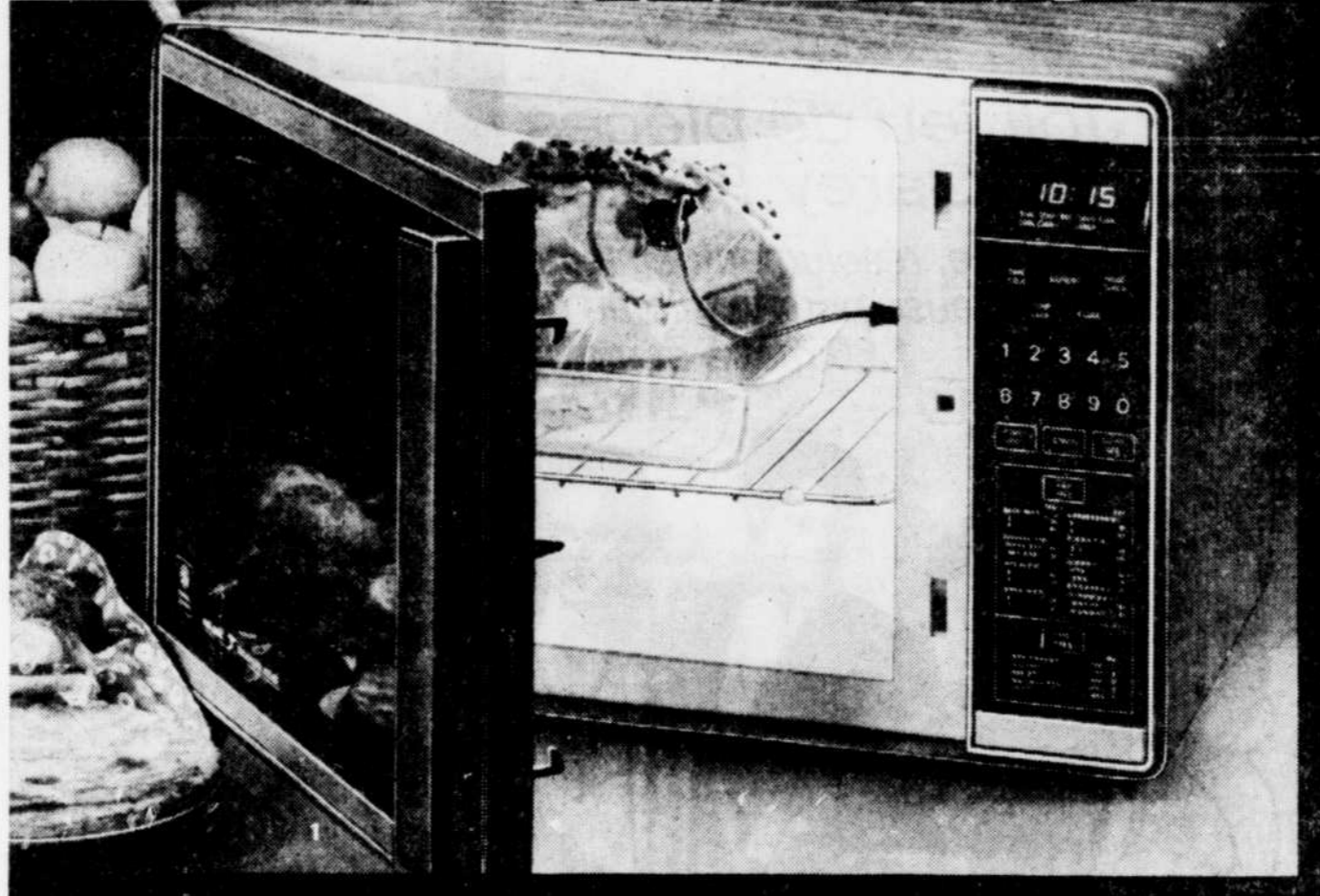
2 électroménagers de grande classe!

60⁰⁰ de rabais!

Four à micro-ondes Général Electric
Prix courant Eaton 639.99

579⁹⁸ ch.

1. Un appareil qui vous permettra de passer moins de temps dans la cuisine et plus à relaxer et vous détendre! 40L, avec ondes jumelées, sonde électronique, mémoire programmable 3 étapes, cuisson et décongélation automatiques. Livret compris. Modèle JX2200



Lave-vaisselle Viking Eaton à encastrer
Prix Eaton

479⁹⁸ ch.

2. 8 cycles dont: casseroles, normal, normal et pour grosses charges, rinçage. Avec lavage 3 niveaux, broyeur d'aliments mous et panneau 3 couleurs. Modèle EDWU400E.

2A. (Non représenté). Lave-vaisselle transformable avec dessus en bois. Même caractéristiques que pour no 2. Modèle EDWC400E, blanc. Ton amande, 10,00 en sus.

Prix Eaton
529⁹⁸ ch.

Mystère autour d'un francophone aux Etats-Unis

♦ TOWSON, Etats-Unis (AFP) — Un jeune garçon d'expression française qui refuse de dire qui il est, d'où il vient et ce qu'il veut, se trouve depuis deux semaines sous la garde des autorités du comté de Baltimore (Maryland), qui ne savent trop qu'en faire.

Le jeune garçon, âgé d'une quinzaine d'années, avait été interpellé lorsqu'il dormait dans un centre commercial. Au cours d'une audition mardi devant un tribunal pour enfants, il s'est refusé à révéler son identité, disant seulement qu'il s'appelait "Georges", indique-t-on de source judiciaire.

Aux questions du magistrat qui l'interrogeait, il s'est contenté de répondre en français: "Je ne veux rien du tout."

Le juge Edward Dewaters lui a expliqué à l'aide d'un interprète qu'en tant que mineur, il ne pouvait être libéré sans l'intervention de ses parents, mais qu'il serait ramené chez lui s'il s'identifiait.

La police a indiqué qu'elle n'avait reçu aucun avis de recherche correspondant au signalement du jeune garçon, qui a le teint mat et des cheveux bruns frisés.

L'adolescent avait été repéré dans un centre commercial où il avait passé plusieurs nuits, par un gardien qui a averti la police le 31 octobre. Il avait d'abord dit aux policiers que ses parents avaient été tués dans un accident d'automobile, mais s'est ensuite refusé à toute déclaration.

"Georges" a été placé provisoirement dans une institution spécialisée.

Les prix Lasker sont attribués

♦ NEW YORK (AFP) — Les prix Lasker-1984 ont été attribués hier à trois savants — un Britannique, un Suisse et un Américain — pour leurs travaux sur le système immunologique, ainsi qu'à un chercheur et à un médecin américains.

Les prix Lasker, qui jouissent d'un prestige considérable dans la communauté scientifique, ont été décernés dans trois catégories différentes.

Dans la catégorie "recherche médicale fondamentale", les lauréats sont: le professeur américain Michael Potter, chef du laboratoire de génétique à l'Institut national du cancer, le professeur britannique Cesar Milstein, qui travaille à Cambridge, et le professeur suisse Georges Kohler, membre de l'Institut d'immunologie de Bâle.

MM. Milstein et Kohler ont déjà reçu cette année le prix Nobel de médecine. Les trois lauréats se partageront \$15,000.

Dans la catégorie "recherche médicale clinique", le prix d'un montant de \$15,000 a été attribué au professeur Paul Lauterbur, chimiste et radiologue à l'université de New York, qui a mis au point une méthode appelée, zeugmatographie, permettant d'obtenir des images de l'intérieur du corps en trois dimensions.

Enfin, dans la catégorie "service public", (Public Service), le lauréat est un médecin de l'université Xavier à Cincinnati (Ohio), le Dr Henry Heimlich, qui a trouvé une méthode simple pour sauver des personnes prises d'étouffements après avoir avalé un objet.

Ce procédé, qui a déjà sauvé des milliers de vies, consiste à exercer une pression soudaine sur le diaphragme de la victime: l'air accumulé dans les poumons remonte ainsi vers la gorge et peut éjecter l'objet ingurgité.

Bébé Fae va mieux

♦ LOMA LINDA, Californie (AP) — Bébé Fae, la petite fille qui vit depuis le 26 octobre avec un coeur de babouin, a montré hier des signes "légers mais définitifs" d'amélioration dans sa lutte contre un rejet de son organisme, ont annoncé les médecins de l'hôpital.

Le bébé a cependant été maintenu sous appareil respiratoire.

"L'état de Bébé Fae est resté cliniquement stable au cours des 24 dernières heures. Sa pression sanguine et son rythme cardiaque sont restés normaux. Elle est active et alerte", a précisé un porte-parole.

Les signes de rejet étaient apparus vendredi et s'étaient intensifiés lundi.



Le Père Noël vous invite à déjeuner les samedis 1er, 8 et 15 décembre
De 8:00 à 9:00

Au menu: Oeufs brouillés, bacon, mini-croissant et un breuvage.

2.50 par personne

Billets en vente à la caisse centrale 2e étage, Eaton Place Ste-Foy et Galeries de la Capitale.

Ah oui! N'oubliez pas, le Père Noël vous réserve plein de belles surprises: Des ballons, des clowns, des personnages amusants tels que l'ours "Chocolat", le bonhomme de neige "Bouboule" et aussi un petit cadeau dans son grand sac à jouets! Réservez tôt!

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX

SAINT-FOY
Place Sainte-Foy
653-9331

QUÉBEC
Galeries de la Capitale
627-5811

LÉVIS
Galeries Chagnon
833-7744

LE MONDE

Famine: l'Afrique se mobilise

Ce ne serait pas si naturel qu'on le dit

◆ WASHINGTON (AFP) — L'ampleur et les conséquences des catastrophes dites naturelles, comme la sécheresse en Afrique, pourraient être considérablement limitées dans les pays du tiers monde si plus d'attention était prêtée au secteur agricole et à l'environnement, affirme un rapport d'experts publié, hier, à Washington.

Selon les deux auteurs du rapport, M. Lloyd Timberlake, directeur de la revue d'écologie du développement "Earthscan", et M. Anders Wijkman, secrétaire-général de la Croix rouge suédoise, les secours ponctuels organisés à la suite de famines ou d'inondations sont "dérisoires" et "peuvent faire plus de mal que de bien" en détournant l'attention des véritables causes.

Dans leur rapport intitulé "Actes de Dieu ou actes de l'homme?", ils relèvent que la fréquence annuelle des accidents de la nature est passée de 54 en 1960 à 81 en 1980. Le nombre des victimes a dans le même temps été multiplié par six.

Ils ont également calculé que les pays les plus pauvres sont les plus touchés par les accidents de la nature. Un désastre y provoquerait en moyenne la mort de 3,000 personnes contre 500 personnes dans des pays plus riches.

Cette différence, estiment les deux auteurs, ne s'explique ni par la croissance de la population, ni par celle des incidents climatiques (sécheresse, inondations, cyclones) ou géologiques (secousses sismiques, éruptions volcaniques) qui ne semblent pas connaître de variations sensibles dans le temps.

L'action de l'homme sur son "écosystème" et l'organisation économique et sociale des pays du tiers monde sont davantage responsables de ces catastrophes "dites naturelles" ou au moins de l'ampleur de leurs conséquences, font valoir les deux auteurs.

La cause principale de la vulnérabilité des pays du tiers monde aux accidents de la nature, expliquent-ils, vient de leur ignorance de l'écologie. La surexploitation des terres disponibles et la déforestation aggravent la désertification (Sahel) et les inondations (Bangladesh).

A titre d'exemple d'actualité, ils mentionnent le cas de l'Éthiopie dont le taux de boisement serait tombé de 40 pour 100 au début du siècle à seulement 4 pour 100 aujourd'hui.

◆ (d'après l'AFP, UPI et AP) — La catastrophe ne fait que commencer en Éthiopie, touchée par la famine, a estimé, hier, le chef des opérations de secours du pays, qui a appelé à une meilleure adaptation de l'aide internationale, au moment où les chefs d'États africains se mobilisent face à la crise économique qui frappe de plein fouet l'Afrique, du nord au sud et de l'est à l'ouest, et menace l'avenir de plusieurs pays d'ici à l'an 2,000.

M. David Wold Giorgis, commissaire du gouvernement éthiopien chargé des opérations de secours et de réhabilitation, a également déclaré, au cours d'une conférence de presse, que son pays avait besoin non seulement de

vivres mais aussi d'assistance technique pour aider à briser le cycle de la famine.

Environ un million et demi de tonnes de céréales manquent dans cinq pays d'Afrique (Éthiopie, Tchad, Mali, Mauritanie et Mozambique), indique le sixième rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la situation alimentaire en Afrique, publié, mardi, à Rome. La situation la plus catastrophique est en Éthiopie où quelque six millions des 33,800,000 habitants sont affectés par la famine et 900,000 menacés de mort à brève échéance.

"La catastrophe en Éthiopie ne fait que commencer. L'impact du manque de petites pluies se fait sentir maintenant.

Mais l'impact du manque de grosses pluies, pendant la saison des pluies, en juin et juillet, se fera sentir en décembre", a dit le commissaire Giorgis. La sécheresse actuelle est l'une des plus importantes du siècle, même si l'Éthiopie a été habituée à des sécheresses périodiques, au fil des décennies.

Seule une meilleure technologie pour la préservation et la gérance de l'eau permettra à l'Éthiopie d'atténuer les effets de la sécheresse, a estimé M. Giorgis.

Indifférence générale

Il s'est plaint du fait que la communauté internationale ne réagit que

quand la situation devient dramatique, et seulement après des appels à l'aide. "Nous ne pouvons continuer à faire cela chaque année ou chaque mois", a-t-il dit. Les principaux ef du gouvernement marxiste d'Addis-Abebé, actuellement, concernent la réhabilitation des terres et la réinstallation, dans des régions plus fertiles, de plus de 100,000 familles en provenance de régions arides, a-t-il ajouté.

Selon M. Giorgis, l'Éthiopie a besoin de 1,2 million de tonnes d'aide alimentaire, au cours des 12 prochains mois, pour éviter une catastrophe. Mais seulement 200,000 tonnes ont pour l'instant été promises par la communauté internationale.

EATON

Les beaux soirs

Joli jeu de pièces de Garey Petites

Une mode souple, résolument féminine en faille soyeuse pour la femme de 1.60 mètre et moins



Eaton la Maison du Père Noël

Chez Eaton, bien habiller la femme de petite taille est une priorité. Voyez la séduisante collection de vêtements assemblée pour vous. Les cinq-pièces de Garey Petites présentées ici sont confectionnées dans un soyeux mélange de triacétate et polyester vert jade ou taupe. Tailles 4 à 14.

1. Blouse à fermeture asymétrique devant avec manches chauve-souris.

69⁰⁰ ch.

2. Jupe simplement plissée avec fermeture à glissière et bouton.

50⁰⁰ ch.

3. Veste-cardigan avec poches dans les coutures et détail de plis.

65⁰⁰ ch.

4. Corsage genre camisole avec revers au haut, bretelles fines et dos élastique.

35⁰⁰ ch.

5. Pantalon à pinces souples, poches dans les coutures et bouton au côté.

60⁰⁰ ch.

Eaton Place Ste-Foy et Galeries de la Capitale



Credit accepté avec la carte Eaton.

Les cartes American Express et Visa sont aussi acceptées pour les achats en magasin.

MISE AU POINT

Veuillez noter que dans notre cahier publicitaire "Meilleurs vœux, meilleures affaires", en vigueur du 12 au 17 novembre 1984, à la page 41, il y aura un court délai de livraison pour la garde-robe 7 pièces pour poupée. Nous acceptons donc les commandes.

Nous nous excusons de ce contretemps.

SEARS CANADA INC.

la Baie CORRECTION

Veuillez prendre note de la correction suivante à apporter au cahier publicitaire de la "Vente à tout casser", publié par la Baie le 14 novembre 1984.

Page 22, article 22-1 et 22-2: Pour les salons Braemore et Concept, veuillez accorder 2 semaines pour la livraison.

Nous regrettons cet inconvénient.

CORRECTION

Veuillez noter qu'il s'est glissé une erreur dans notre annonce parue le mercredi 14 novembre, en page D-3 de ce journal. On aurait dû lire:

RÔTI DE PALETTE
1.07 / lb 2.36 / kg
(au lieu de 2.14 / kg)

Nous nous excusons de cette erreur auprès de notre clientèle.



BEAUPORT — LEVIS — NEUFCHÂTEL

CORRECTION

Veuillez noter qu'il s'est glissé une erreur dans notre annonce parue le mercredi 14 novembre, en page D-2 de ce journal. Le titre aurait dû se lire comme suit:

Économisez en beauté

Nous nous excusons de cette erreur auprès de notre clientèle.



BEAUPORT — LEVIS — NEUFCHÂTEL

Au gré d'une fantaisie...

Un arôme envoûtant avec Guerlain chez Eaton. Voyez notre gamme de parfums, "Guerlain" en vedette: **Shalimar, Chamade, Nahéma.** Au comptoir de parfums français Eaton. C'est à voir!



Avant-goût des fêtes chez Eaton...

Un cahier de 72 pages couleur rempli d'idées-cadeaux! Procurez-vous un exemplaire, à notre magasin Eaton le plus près de chez-vous!

Cet événement est en vigueur jusqu'au samedi 1er décembre.

EATON

VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX